

Gelet op het evaluatierapport van 22 april 2020 betreffende de weerslag van het project op de respectievelijke stand van zaken van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 779 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 12 juni 2020;

Gelet op advies 67.633/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 augustus 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode wordt een artikel 413bis/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 413bis/2. Om zijn aandoening te laten erkennen als ernstige langdurige ziekte overeenkomstig deze afdeling, dient het personeelslid een erkenningsaanvraag bij de medische controledienst in. Samen met de aanvraag wordt een advies van de behandelend geneesheer ingediend. Als de medische controledienst het nodig acht, wordt het personeelslid voor een onderzoek opgeroepen.

De medische controledienst neemt zijn beslissing binnen de dertig dagen te rekenen van de indiening van de aanvraag. Zijn beslissing wordt in de hierin vastgestelde termijn herbeoordeeld.

De erkenning van een aandoening als ernstige langdurige ziekte overeenkomstig deze afdeling geldt niet als erkenning van een aandoening als ernstige langdurige ziekte krachtens artikel 431.”.

**Art. 2.** Artikel 431 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

“De erkenning van een aandoening als ernstige langdurige ziekte overeenkomstig deze afdeling geldt niet als erkenning van een aandoening als ernstige langdurige ziekte krachtens artikel 413bis/2 behoudens andersluidende vermelding van de medische controledienst in de erkenningsbeslissing.”.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 augustus 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/31305]

**2 JUILLET 2020. — Arrêté ministériel décidant de réviser le plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith (planche 50/7), adoptant le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction, deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de leur exploitation et une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation, sur le territoire de la commune de Waimes (Faymonville), au lieu-dit « Bouhaye », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction et décidant de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu la Déclaration de politique régionale 2019-2024 approuvée par le Parlement wallon en sa séance du 13 septembre 2019 ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), l'article D.II.48, § 5 ;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1979 établissant le plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith ;

Vu l'inventaire des ressources du sous-sol de la Région wallonne réalisé par le laboratoire d'analyses litho- et zoo-stratigraphiques de l'Université de Liège en 1995-1996 (convention 1), dit « étude Poty », et actualisé en 2010 ;

Exposé de la demande et contexte réglementaire

Considérant que la S.A. « Trageco » a introduit auprès du Gouvernement wallon, une demande de révision du plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith et Hautes-Fagnes-Eifel portant sur l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction sur le territoire de la commune de Waimes (Faymonville), en extension d'une zone d'extraction située au lieu-dit « Bouhaye », de compensations planologiques situées sur le territoire des communes d'Amblève, de Bullange et de Waimes, et d'une compensation alternative, afin de permettre la poursuite de l'activité d'extraction ;

Considérant que la demande a été introduite en application de l'article 42bis du CWATUP ; qu'elle est accompagnée :

1. d'un dossier de base comprenant :

- la justification au regard de l'article 1<sup>er</sup> du CWATUP ;

- le périmètre concerné ;

- la situation existante de fait et de droit ;

- un rapport justificatif des projets alternatifs examinés et non retenus, compte tenu notamment de la localisation du projet, de son voisinage et de l'accessibilité des sites retenus ;
- une proposition d'avant-projet établie au 1/10.000ème ;
- 2. des éléments relatifs au déroulement de la procédure d'information du public ;
- 3. de l'avis reçu du conseil communal ;

Considérant que la demande a été réceptionnée le 7 mars 2017 ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article D.II.65, § 2, du CoDT, qu'il est fait application de la procédure visée par le CoDT pour les procédures en cours à la date d'entrée en vigueur du CoDT, étant acquis que : « l'envoi de la demande visée à l'article 42bis du CWATUP, accompagnée du dossier de base, des éléments relatifs au déroulement de la procédure d'information du public et de l'avis du ou des conseils communaux vaut envoi de la demande au sens de l'article D.II.48, § 3 » ;

Considérant par ailleurs qu'il résulte de l'article D.II.63, 1<sup>er</sup> alinéa, 13<sup>o</sup>, du CoDT, que les prescriptions visées aux articles D.II.28 (des zones d'activité économique) et D.II.33 (de la zone de dépendances d'extraction) sont d'application aux zones d'extraction dans les plans de secteur en vigueur avant le 1<sup>er</sup> juin 2017 ; que la zone d'extraction dont le demandeur sollicite l'extension figure dès lors aujourd'hui en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur ;

#### Localisation et objet de la demande de révision du plan de secteur

Considérant que la carrière de Bouhay se situe en Haute Ardenne, sur le territoire de la commune de Waimes, entre les villages de Faymonville (à environ 1 km au nord-est), de Steinbach (à environ 850 m au nord-ouest), de Remonval (à environ 900 m à l'ouest), d'Ondenval (à environ 1,3 km au sud-ouest) et du lieu-dit 'Stefanshof' (à environ 1,2 km au sud) ;

Considérant que le gisement, exploité par la S.A. « Trageco », appartient à la Formation de Waimes (Dévonien inférieur – âge lochkovien), constituée d'un grès quartzueux ou arkose, c'est-à-dire une roche sédimentaire détritique constituée essentiellement de quartz et de feldspath, appelée « pierre de Steinbach » ;

Considérant que la demande de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith porte sur l'extension de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur sur environ 300 m, vers l'est, et 50 m, vers l'ouest et le sud, afin de permettre la poursuite de l'activité d'extraction sur le site ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que la demande porte plus précisément sur l'inscription au plan de secteur d'une zone de dépendances d'extraction en lieu et place d'une zone agricole (8,6 ha) et d'une zone d'extraction en lieu et place d'une zone agricole (15,2 ha) ;

#### Justification de la révision projetée du plan de secteur au regard de l'article D.I.1

Considérant que l'inscription des nouvelles zones de dépendances d'extraction et d'extraction au plan de secteur est justifiée par des raisons économiques, sociales et patrimoniales ; qu'elles ont pour objet de permettre la poursuite de l'exploitation d'un gisement de grès, dont les produits sont destinés au marché des produits carriers, parmi lesquels la pierre de Steinbach qui contribue à la spécificité du caractère architectural des bâtiments de la région, ainsi qu'au marché du béton ; qu'ainsi, le projet concourt à maintenir l'emploi dans ce secteur d'activité ;

Considérant que les grès exploités dans la carrière de Bouhay présentent de bonnes qualités mécaniques ; que ces matériaux sont destinés principalement à la production de produits concassés (granulats) et, accessoirement, de pierres naturelles (moellons et enrochements) ;

Considérant que la vente de produits concassés dépend directement du marché local de la construction de voiries ou de bâtiments, que ce soit dans le secteur public ou privé ; que l'étendue de la zone de chalandise est en effet assez restreinte en raison du coût de leur transport ; qu'il ressort du dossier de base qu'elle s'étend actuellement dans un rayon de 40 km autour de la carrière ;

Considérant que la S.A. « Trageco » et le groupe « Bodarwe » (carrières de la Warchenne et Schauss) sont les principales entreprises locales à opérer sur le marché de ces produits ; qu'il ressort du dossier de base que la production de la S.A. « Trageco » oscille autour de 300 000 t de concassés par an ;

Considérant que le marché de la pierre naturelle dépend essentiellement de la pérennité des traditions constructives et d'urbanisme à l'œuvre dans les villages situés aux environs du lieu où elle est extraite ; que la concurrence entre producteurs dépend avant tout des caractéristiques esthétiques (couleurs) de la pierre qu'ils proposent ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que quatre entreprises opèrent sur ce marché dans la région ; que la S.A. « Trageco » en possède environ 15 % des parts ; que sa production oscille autour de 3 000 t de pierres ornementales par an ;

Considérant que les produits concassés entrent également dans la composition du béton ; qu'il ressort du dossier de base que la S.A. « Trageco » opère déjà sur le marché du béton maigre, en concurrence directe avec deux autres entreprises, et peut être conditionné pour répondre aux normes exigées sur d'autres marchés (produits hydrocarbonés, béton riche, etc.) ; que la demande de produits concassés à haute valeur ajoutée est importante sur le marché régional et pourrait atteindre plus de 50 000 t par an ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que la demande de produits concassés connaît ces dernières années une stagnation, voire une légère régression, alors que les demandes sur le marché du béton connaissent un essor grandissant dans la région ; que ces évolutions ne devraient pas influencer une demande qui s'avère stable depuis de nombreuses années et à laquelle la S.A. « Trageco » contribue à concurrence d'environ 300 000 t par an ; que l'option qu'elle a prise de retenir cette moyenne pour justifier la superficie des nouvelles zones de dépendances d'extraction et d'extraction à inscrire au plan de secteur s'avère justifiée ;

Considérant qu'il apparaît que l'exploitation du gisement de la carrière de Bouhay autorisée par le permis d'extraction se rapproche à la fois des limites de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur et du niveau fixé pour le fond de la fosse de la carrière ; que cette situation ne permettra plus, à court terme, de rencontrer les besoins évalués dans le dossier de base sauf à épuiser plus rapidement les réserves situées dans d'autres gisements ;

Considérant que l'épuisement du gisement avait été anticipé par l'étude Poty qui estimait, en 2009, que la durée maximale d'exploitation du gisement autorisé serait de dix ans, au rythme moyen annuel déclaré alors par l'exploitant ;

Considérant que la demande de la S.A. « Trageco » s'inscrit dans un mouvement général qui affecte tous les gisements de grès de la région et a déjà conduit le Gouvernement wallon à inscrire une nouvelle zone de dépendances d'extraction au plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith le 20 avril 2006, en extension de la carrière de la Warchenne, sur le territoire des communes de Waimes et de Malmedy ;

Considérant que l'arrêt de l'exploitation du gisement aurait des conséquences sur l'approvisionnement de l'entreprise en produits utiles pour le développement de ses autres activités, et de manière plus générale, réduirait le délai durant lequel la région serait en capacité de rencontrer les besoins en produits concassés et en pierres ornementales ; qu'il convient en particulier de conserver une production locale suffisante et diversifiée pour rencontrer les besoins du secteur sans qu'il soit nécessaire de transporter les produits sur de longues distances, dans une province qui ne produit que 15,6 % du granulat produit en Wallonie ;

Considérant que si les autres carrières de la région disposent de réserves, parfois importantes, il convient néanmoins de maintenir une offre exploitable sur plusieurs sites dont l'augmentation de production ne peut dans certains cas être envisagée en raison de ses effets sur les riverains ou sur l'épuisement des réserves au risque de devoir faire face à une pénurie de matériaux ; que le fait de maintenir une concurrence au niveau local permet en outre aux entreprises de mieux maîtriser leur empreinte économique, écologique et sociale ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que le gisement se situe à l'est de la carrière en activité ; que les formations concernées sont propices à la poursuite de l'activité d'extraction sur le site ; que les sondages réalisés indiquent que la hauteur moyenne des déblais serait assez mince au nord, soit de 0,6 à 1,6 m ; que cette découverte varierait de 2,4 à 3,8 m vers l'est et pourrait atteindre 5,2 m au sud ; que le massif est perturbé et peut aussi contenir des poches de roche de moins bonne qualité ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que le demandeur envisage de destiner une superficie d'environ 13 ha à l'activité d'extraction et le solde, soit 10,8 ha, à la sécurisation du site, au stockage des terres et à la constitution des dispositifs d'isolement requis ; qu'il en résulte que la demande serait de nature à rencontrer les besoins de la collectivité pour au moins trente ans ;

Considérant que la carrière en activité occupe quinze emplois directs et, selon le ratio retenu dans l'étude Poty, une cinquantaine d'emplois indirects ; que l'ensemble des activités de l'entreprise occupe approximativement quatre-vingts personnes, dont beaucoup sont domiciliées aux alentours ; que son extension permettra de maintenir l'emploi ;

Considérant que la demande rencontre, pour ces motifs, de façon équilibrée une part significative des besoins économiques, sociaux et patrimoniaux de la collectivité relatifs aux secteurs de l'extraction et des travaux publics, en tenant compte, sans discrimination, des dynamiques et des spécificités du marché des produits concassés et de la pierre ornementale dans la région de Waimes, ainsi que de la cohésion sociale ; qu'il est dès lors justifié de réviser le plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith afin de permettre la poursuite de l'activité d'extraction de la carrière de Bouhaye en raison de la présence d'un gisement de qualité situé à proximité directe d'une carrière en activité et disposant des installations techniques et de la main d'œuvre requises ;

#### Conformité de la révision projetée du plan de secteur au schéma de développement du territoire

Considérant que les principes de mise en œuvre définis par le schéma de développement du territoire en vigueur en matière d'exploitation des ressources du sous-sol prescrivent de faire précéder l'inscription d'une zone d'extraction au plan de secteur d'une étude relative à la nature, au volume et à la rareté du gisement, ainsi qu'aux besoins à moyen terme de la collectivité ; que ces derniers seront évalués par rapport à une durée de trente ans ;

Considérant que la nature, le volume et la rareté du gisement ont été évalués en 2009 (étude Poty) ; qu'il en résulte que la carrière de Bouhaye est la seule, avec les carrières de la Warchenne et Schauss, à exploiter l'arkose du Gedinnien dans la région de Malmedy, et que les réserves encore disponibles dans les limites autorisées ne permettent pas d'envisager le maintien de l'activité d'extraction sur le site au-delà de six ans, compte tenu du rythme d'exploitation actuel ; que l'extension de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur pourrait être envisagée sur une superficie d'une dizaine d'hectares afin de disposer de réserves pour une durée de trente années, sur base de la production actuelle ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que l'exploitation de la pierre de Steinbach est indispensable au développement du secteur de la construction et des travaux publics dans la région concernée ; que la S.A. « Trageco » satisfait en moyenne une demande d'environ 300 000 t de matériau par an dans un marché concurrentiel où elle joue un rôle de premier plan ; que sa demande répond à un plan de développement fondé à la fois sur sa connaissance du marché et l'anticipation de son évolution ; qu'elle concourra à une gestion rationnelle des ressources du sol et du sous-sol de la Région ;

#### Description du périmètre concerné

Considérant que les biens immobiliers faisant l'objet de la demande sont délimités :

- à l'ouest : par les propriétés du demandeur ;
- au sud : par une parallèle à une ligne électrique à haute tension existante, jusqu'à son intersection avec la rue de la Crope ;
- à l'est : par une parallèle au chemin établi sur la limite administrative entre les anciennes communes de Waimes et de Faymonville, sur une profondeur de 300 m, jusqu'à son intersection avec la rue de la Crope ;

#### Analyse de la situation existante de fait

Considérant qu'il ressort du dossier de base que les biens immobiliers situés dans le périmètre concerné par la demande sont localisés dans un ensemble paysager de type bocager, entouré de villages, dont les terres sont essentiellement occupées par des prairies entourées de haies basses mélangées et d'alignements d'arbres d'essences indigènes ;

Considérant que le périmètre concerné par la demande est situé à 130 m du siège d'une exploitation agricole, au nord, et à 250 m d'une entreprise, à l'est, rue de la Crope ;

Considérant que la carrière en activité appartient à l'ensemble paysager du haut plateau de l'Ardenne du nord-est, faciès du « Haut plateau de Bütgenbach et Saint-Vith » ; que ses extensions seront principalement perçues depuis le sud ;

Considérant que la carrière comprend une fosse d'extraction, des dépendances d'extraction diverses (concasseurs, hall, laboratoire, dépôt d'explosifs, etc.), des stocks de stériles et une centrale à béton mobile ;

Considérant que les stériles et les terres de découverte ont été jusqu'à présent stockés au nord-ouest, à l'ouest et au sud-est de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur ; qu'ils sont en partie non plantés et visibles dans le paysage ;

Considérant que la cote du fond de la carrière est située à +/- 513 m ;

Considérant qu'un accès à la N676 a été aménagé de manière à réduire les effets du charroi sur les voiries du village de Steinbach ;

Considérant que la carrière est longée au sud par une ligne électrique à haute tension de 110 kV ;

Considérant que la carrière se situe sur le versant est du vallon du ruisseau de Steinbach qui prend sa source à 800 m, au nord-ouest, et s'écoule vers le sud pour rejoindre l'Amblève 3 km plus loin ;

Considérant que la gestion de l'eau ne nécessite actuellement pas d'exhaure, à l'exception des pluies hivernales, rejetées dans un bassin de décantation gravitaire, pour ensuite rejoindre le réseau de collecte des eaux de pluie d'Ondeval ; qu'il ressort du dossier de base que l'extension de l'activité d'extraction dans le périmètre concerné par la demande requerra probablement de l'exhaure vu l'hétérogénéité de la masse rocheuse en termes de lithologies et de perméabilités associées ;

Considérant que les biens immobiliers situés dans le périmètre concerné par la demande ne sont pas exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs ;

#### Analyse de la situation existante de droit

Considérant que la carrière en activité occupe actuellement des biens immobiliers localisés sur le territoire de la commune de Waimes ; qu'ils sont affectés en zone de dépendances d'extraction ; qu'elle s'étend toutefois sur des biens immobiliers affectés en zone agricole ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que les biens immobiliers situés dans le périmètre concerné par la demande sont affectés en zone agricole au plan de secteur et situés à 750 m du tracé existant d'une route de liaison (N676) ;

Considérant que le permis d'extraction autorise l'exploitation de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur jusqu'à la cote altimétrique de 490 m ;

Considérant que l'extension de la zone de dépendances d'extraction vers l'est implique la suppression du chemin qui la longe aujourd'hui ainsi que de l'extrémité sud du chemin Al Pèle ;

Considérant qu'un cours d'eau non classé ainsi qu'un cours d'eau de 3ème catégorie (La Warchenne) se localisent en aval du périmètre concerné par la demande ;

Considérant qu'un captage, exploité par l'administration communale de Waimes pour la distribution publique, est situé à environ 700 m à l'est de la carrière ; que la carrière en activité et l'extension projetée vers l'est se situent dans la zone de prévention forfaitaire éloignée IIb établie autour de ce captage ;

Considérant qu'une prise d'eau destinée à alimenter la centrale à béton ainsi que les sanitaires (à raison de maximum 3 000 m<sup>3</sup>/an) est autorisée sur le site actuellement exploité ; que plusieurs puits d'usage agricole sont également présents à proximité ;

Considérant que le périmètre concerné par la demande est situé dans le sous-bassin hydrographique de l'Amblève, fixé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 et modifié le 24 janvier 2013 ;

Considérant que la zone de stockage des stériles et des terres de découverture localisée à l'ouest et au sud-ouest de la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée ainsi que la zone comprenant les différentes infrastructures sont reprises dans la banque de données de l'état des sols en tant que parcelles pour lesquelles des démarches de gestion des sols ont été réalisées ou sont à prévoir, sur base de l'article 12 § 2 et 3, du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

Considérant que la carrière en activité et ses extensions sont situées à environ 930 m en amont du site Natura 2000 BE 33054 « Sources de la Warchenne » et à environ 500 m du SGIB n°1048 « Vallée de l'Amblève entre Stavelot et Waimes » ;

#### Rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues

Considérant qu'il ressort du dossier de base que le demandeur a examiné trois alternatives de localisation ;

Considérant que ces dernières ont été écartées en raison des besoins à rencontrer, d'une ligne électrique à haute tension et de leurs incidences sur l'activité agricole ;

#### Propositions d'avant-projet établies au 1/10000<sup>ème</sup>

Considérant qu'une proposition d'avant-projet est jointe au dossier de base ;

Respect des principes applicables aux révisions du plan de secteur, y compris le choix des compensations (articles D.II.45, § 1, 2 et 3)

Considérant que l'inscription de la nouvelle zone de dépendances d'extraction au plan de secteur est attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation ; qu'elle respecte la condition énoncée à l'article D.II.45, § 1<sup>er</sup>, du CoDT ;

Considérant que l'inscription de la nouvelle zone de dépendances d'extraction au plan de secteur ne prend pas la forme d'une urbanisation en ruban le long de la voirie ; qu'elle reconfigure et étend la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur vers l'ouest, en direction de la route d'accès à la carrière, sans se localiser de part et d'autre, en vue d'une urbanisation future potentielle ; qu'elle respecte la condition énoncée à l'article D.II.45, § 2, du CoDT ;

Considérant que le dossier de base comprend des propositions de compensations planologiques, qui concernent, pour certaines d'entre elles, des zones situées dans le périmètre du plan de secteur Hautes-Fagnes-Eiffel, et une proposition de compensation alternative ;

Considérant que ces propositions se justifiaient en raison du caractère « de zone destinée à l'urbanisation », au sens de l'article 25, 2ème alinéa, 7<sup>bis</sup>, du CWATUP, de la nouvelle zone d'extraction dont le demandeur sollicitait l'inscription au plan de secteur ; que le CoDT a apporté depuis des modifications à cet égard qui permettent de réduire les compensations à prévoir puisque la zone d'extraction ne constitue plus, au sens du CoDT, une zone destinée à l'urbanisation ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que le demandeur propose de compenser l'inscription de la nouvelle zone de dépendances d'extraction au plan de secteur, d'une superficie de 8,6 ha, par la modification de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur en zone d'extraction, sur une superficie de 12,3 ha, et en zone agricole, sur une superficie de 2 ha ;

Considérant que la proposition respecte le principe énoncé à l'article D.II.45, § 3, du CoDT ; qu'il en résulte un excédent d'une superficie de 5,7 ha au profit de la zone non destinée à l'urbanisation au plan de secteur ;

#### Inscription de prescriptions supplémentaires au plan de secteur

Considérant qu'il ressort du dossier de base que la demande ne comprend pas de prescriptions supplémentaires sur la zone ;

#### Réunion d'information préalable et avis du conseil communal de Waimes

Considérant que la réunion d'information préalable a été organisée le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2016 après avoir été annoncée par les voies et selon les formes prescrites, conformément aux dispositions de l'article 42bis du CWATUP et des articles D29-5 et D29-6 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement en vigueur à cette date ;

Considérant que quatorze personnes sont intervenues oralement lors de la réunion d'information ; que la commune de Waimès a rédigé un procès-verbal détaillé ; que 550 courriers comprenant des courriers personnels, une pétition, divers formats de courriers-types, etc., émettant des observations, suggestions et demandes de mise en évidence de points particuliers concernant la demande de révision du plan de secteur en vigueur et présentant les alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales, ont été adressés au collège communal dans les quinze jours qui ont suivi ; qu'un courrier a également été envoyé en dehors du délai légal (le 26 avril 2017) mais reprend les mêmes remarques et observations qu'un courrier envoyé par la même personne dans les quinze jours suivant la réunion d'information préalable ;

Considérant que les observations et suggestions du public portent principalement sur les points suivants :

- observations relatives aux nuisances liées :
  - à l'émission de poussières vers les habitations et pâtures environnantes, ainsi que les émissions de poussières localisées à l'entrée de la carrière ;
  - à l'augmentation du bruit lors de l'utilisation du concasseur primaire et des tirs de mine ;
  - à la sécurité en bordure de la carrière, cette dernière n'empêchant pas suffisamment l'entrée depuis l'extérieur ;
  - au risque de nouvelles projections de pierres à la suite de tirs de dynamite dangereux par le passé ;
  - aux vibrations, ces dernières engendrant des fissures et des dégâts au sein des bâtiments environnants ;
  - aux émanations de radon à la suite de fissurations des roches en sous-sol ;
  - à l'impact sur la santé des ouvriers ;
  - à l'augmentation du tonnage maximum à exploiter, à respecter en cas de fusion de l'entreprise avec un autre groupe ;
  - à l'augmentation du trafic en sortie de carrière ;
  - à la perte de chemins et sentiers historiques, comme le sentier Al Pèle ;
  - à la nécessité de préserver le niveau de la nappe en vue de maintenir les puits destinés à la consommation humaine et à un usage agricole ;
  - à la dégradation potentielle du paysage actuel et à la préservation du paysage futur ;
  - à la gestion des stériles et des terres de découverte ;
  - à l'avenir des exploitations agricoles étant donné la perte de leurs terres ;
  - à l'impact sur le secteur touristique au sein des villages environnants ;
  - à l'impact de l'extension sur l'entreprise « La Truite d'Ondeval », et plus particulièrement sur la source actuellement exploitée par l'entreprise ;
  - à la dévaluation des biens immobiliers dans les villages situés aux alentours ;
- demandes de renseignements en ce qui concerne :
  - le respect de la législation en matière d'annonce et d'affichage de la réunion d'information préalable ;
  - le respect des permis actuels ;
  - la mise en œuvre de l'éventuelle procédure d'expropriation des parcelles qui n'appartiennent pas à la société ;
  - la valeur du cautionnement ;
  - les raisons du refus de la mise en œuvre d'un talus en sortie de la carrière ;
  - la procédure et des normes de placement pour le sismographe ;
  - les procédures à suivre pour communiquer des problèmes de fissures dans les murs et les sols, attribuées par les riverains à l'activité actuelle de la carrière, et pour procéder à un état des lieux ;
  - l'avenir de la carrière une fois son exploitation terminée ;
- suggestions :
  - réduire l'activité au sein de l'extension demandée à une période de 10 ans ou 25 ans mais pour 300 000 t par an et se limiter à une profondeur de 40 m ;
  - arrêter l'activité d'extraction de l'entreprise S.A. « Trageco », sans étendre la zone dévolue au gisement ;
  - relocaliser l'extension en un autre lieu ;
  - interdire que l'entreprise S.A. « Trageco » produise du tarmac sur le site de la carrière dans le futur ;
  - délimiter l'extension en respectant une distance minimale de 465 m par rapport à chaque habitation présente ;
  - réduire l'extension à une cinquantaine de mètres vers le sud ;
  - maintenir l'intensité des vibrations au niveau actuel ;
  - réaliser un état des lieux des maisons et de leurs façades aux frais de l'exploitant ;
  - isoler le concasseur primaire, afin de limiter les nuisances sonores ;
  - installer un décrotteur à la sortie de la carrière ;
  - réaliser un arrosage du site ;
  - mesurer en continu et de manière préventive le taux de radon dans chaque maison ;
  - sécuriser les abords de la carrière ;
  - envisager la plantation des dispositifs tampon avant la première phase d'exploitation, pour qu'ils soient déjà de hauteur suffisante pour limiter l'émission de poussières vers les habitations ;
  - créer des merlons de terre le long de la route d'accès depuis la N676 afin de limiter les nuisances vers Steinbach ;
  - prévoir un matériel adapté et du personnel qualifié en cas de pollution sur le site, et ce afin de protéger la nappe ;
  - prévoir des bacs de rétention pour les machines ou pour faire le plein des machines ;
  - organiser des visites pédagogiques de la carrière pour faire comprendre le fonctionnement du secteur et de l'entreprise aux enfants ;
  - inviter une délégation de citoyens lors des études géologiques sur le terrain ;
  - sécuriser les falaises et les ouvrir en vue de la pratique de l'escalade ;
  - dédier la zone actuellement exploitée à la zone agricole ou à une zone naturelle ou la remblayer directement ;

Considérant que le conseil communal a transmis son avis au demandeur dans les 60 jours de son envoi, soit le 4 janvier 2017 ;

Considérant que le conseil communal estime qu'il est « nécessaire que l'impact de l'extension de la carrière de la Bouhaye sur le puits de la Crope soit étudié de manière précise et sur tous les points pouvant impacter ce puits ; que des chemins et sentiers communaux, dont une route historique, sont situés dans le périmètre prévu par l'extension de la zone d'extraction et qu'il convient d'étudier plus précisément l'impact de l'extension sur ces chemins ; que si l'étude montre que ces chemins seront impactés, il conviendra de trouver des solutions et des cheminements alternatifs et de remettre les chemins en état après l'exploitation ; ».

Avis des pôles, du fonctionnaire délégué et des personnes ou instances que le Gouvernement wallon a jugé utile de consulter

Considérant que la demande a été soumise le 20 mars 2017 à l'avis du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, du SPW Mobilité et Infrastructures, du fonctionnaire délégué et d'Elia ; que la consultation a été étendue aux Pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement » après l'entrée en vigueur du CoDT dès lors que l'article D.II.48, § 4 l'impose ;

Considérant que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement a rendu un avis réservé sur la demande le 19 mai 2017 ; que cet avis a été complété sur les aspects géologiques le 22 mars 2018 et le 19 novembre 2018 ; qu'il ressort de cette dernière analyse qu'il y aurait lieu de détailler certains aspects de la demande relatifs à la géologie (levé géologique détaillé) et d'évaluer ses effets sur l'hydrogéologie, en particulier sur l'exhaure, la nappe phréatique et les captages existants, ainsi que sur la surface agricole ;

Considérant que le SPW Mobilité et Infrastructures a rendu un avis sur la demande le 25 avril 2017 ; que son avis est favorable ;

Considérant que le fonctionnaire délégué a rendu un avis sur la demande le 18 mai 2017 ; qu'il ressort de son analyse que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan devra évaluer ses effets sur la nappe phréatique, le puits de la Crope et les sentiers et chemins communaux ; qu'une analyse du respect des autorisations existantes et des conditions d'exploitation doit être réalisée, ainsi que des effets de la révision demandée sur les habitations existantes, le paysage et l'activité agricole ;

Considérant qu'Elia a rendu un avis sur la demande le 24 avril 2017 ; qu'il ressort de son analyse que les interventions à effectuer dans un rayon de 15 m autour du pylône 43N doivent être soumises, pour analyse et accord, aux services compétents d'Elia ; qu'une zone de vingt-cinq mètres de part et d'autre de l'axe des lignes de haute tension doit être libre de plantations de plus de trois mètres de haut ;

Considérant que le dossier complet a été soumis le 13 juin 2018 à l'avis du pôle « Aménagement du territoire » et du Pôle « Environnement » ; que les deux instances ont transmis leur avis dans le délai ;

Considérant que le pôle « Environnement » a rendu un avis le 11 juillet 2018 (ENV.18. 68. AV) ; qu'il est favorable à la poursuite de la procédure ;

Considérant que le pôle « Aménagement du Territoire » a rendu un avis le 13 juillet 2018 (AT.18. 61. AV) ; qu'il est favorable à la poursuite de la procédure, estimant « que le projet de révision répond à un besoin avéré vu la limite du gisement actuel » ;

#### Proposition de décision

Considérant que la demande d'étendre la carrière de Bouhaye est justifiée et que l'option d'inscrire de nouvelles zones de dépendances d'extraction et d'extraction au plan de secteur, en extension de la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée, permet de poursuivre l'activité d'extraction de manière cohérente compte tenu du gisement et de la situation de fait et de droit ;

Considérant qu'une partie du périmètre concerné par la demande n'est pas établie sur des limites géographiques ou administratives incontestables ; qu'il est par ailleurs justifié d'assurer, à l'est, un recul plus important vis-à-vis du captage de la Crope en raison de l'hydrogéologie complexe de la zone concernée ; que des ajustements doivent dès lors être apportés au périmètre des zones à réviser au plan de secteur ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que le demandeur sollicite l'extension de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur vers l'ouest et vers le sud ; que la partie située au sud n'est cependant pas destinée à l'urbanisation dès lors qu'elle est réservée au dépôt des résidus de l'activité d'extraction ; qu'il est dès lors plus cohérent avec les intentions exposées par le demandeur de l'inscrire en zone d'extraction au plan de secteur et de reconfigurer la zone de dépendances d'extraction à l'ouest afin d'y permettre le développement de toute autre activité autorisée dans le futur, au terme de l'activité d'extraction ; qu'il est cependant impératif que la nouvelle zone de dépendances d'extraction respecte un recul de vingt-cinq mètres vis-à-vis de la ligne à haute tension existante ;

Considérant que ces options ont des conséquences sur la position de la limite entre la zone de dépendances d'extraction et la zone d'extraction à l'intérieur du périmètre des zones à réviser ; que celle-ci est établie en fonction des intentions exposées par le demandeur dans le dossier de base et de l'équilibre à trouver entre zones non destinées à l'urbanisation et zones destinées à l'urbanisation conformément à l'article D.II.45, § 3, du CoDT ; qu'il n'est, au terme de cette analyse, pas nécessaire d'abandonner l'exploitation de la partie nord de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur au profit de l'activité agricole ;

Considérant que l'inscription d'une zone d'extraction au plan de secteur doit être accompagnée d'une option quant à sa réaffectation au terme de son exploitation ; que le dossier de base ne formule aucune proposition à cet égard ;

Considérant que le gisement de meilleure qualité se localise au nord et à l'est de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur ; qu'il ressort du dossier de base que la future fosse d'extraction s'étendra d'abord vers l'est ; qu'en ce qui concerne les fosses actuelle et future, le milieu ouvert ainsi créé participera au maintien et à l'installation d'une biodiversité spécifique, via les flancs de falaise, les éboulis, les mares temporaires, etc. ; que les zones à enjeu du point de vue de la biodiversité ne peuvent encore être localisées avec précision ; que la préservation de ces zones permettra le maintien et la protection du milieu naturel ; que le relief ainsi marqué ne permet pas aisément le retour de l'activité agricole ; qu'il est donc pertinent, afin de caractériser ces milieux spécifiques, de fixer par le présent arrêté que cette partie de la zone d'extraction devienne une zone d'espaces verts au terme de l'exploitation ;

Considérant que la qualité du gisement diminue vers le sud et que le demandeur projette de stocker les résidus de l'activité d'extraction au départ de la limite sud de la nouvelle zone d'extraction ; que le retour à une activité agricole sur un relief modéré est possible ; qu'il est, dans ces conditions, pertinent de fixer par le présent arrêté que cette partie de la zone d'extraction devienne une zone agricole au terme de l'exploitation ;

Considérant que le dossier de base propose de ne pas exploiter le nord de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur, en raison d'une convention qui autorise un agriculteur à exploiter les biens immobiliers concernés ; que le Gouvernement wallon n'est pas lié par cette convention de nature privée ; que le gisement y est de qualité ; qu'il estime dès lors justifié de maintenir le potentiel d'extraction inscrit au plan de secteur depuis son origine mais de modifier l'affectation de la zone en zone d'extraction et de fixer par le présent arrêté qu'elle devienne une zone agricole au terme de l'exploitation ;

Considérant que le projet de plan ainsi configuré se solde par la modification d'une zone agricole en zone de dépendances d'extraction sur une superficie de 3,41 ha, d'une zone de dépendances d'extraction en zone d'extraction sur une superficie de 12,26 ha et d'une zone agricole en zone d'extraction sur une superficie de 14,81 ha ; qu'il respecte le principe énoncé à l'article D.II.45, § 3, du CoDT dès lors qu'il en résulte un excédent d'une superficie de 8,85 ha au profit de la zone non destinée à l'urbanisation au plan de secteur ;

#### Evaluation des incidences du projet de plan

Considérant que le projet de plan est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en raison des caractéristiques du plan de secteur, des incidences et des zones susceptibles d'être touchées ;

Considérant qu'afin de poursuivre l'instruction de la demande, il y a lieu de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et, dès lors, de déterminer les informations qu'il contient ;

Considérant que l'article D.VIII.33, § 3, du CoDT, fixe le contenu minimum du rapport sur les incidences environnementales ; que l'ampleur et la précision des informations à fournir doivent être déterminées de manière à prendre en compte les spécificités du projet de plan ;

#### Ampleur des informations à fournir

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan analysera l'impact de l'inscription des composantes du projet de plan au plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith ; que l'analyse se limitera aux composantes du projet de plan susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre des zones à réviser ;

Considérant qu'il appartiendra à l'auteur du rapport d'incidences environnementales de vérifier l'ensemble des données économiques et techniques avancées dans le dossier de base ;

Considérant que l'analyse des besoins justifiant l'inscription des nouvelles zones de dépendances d'extraction et d'extraction au plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith devra être circonscrite au marché de la pierre de Steinbach, de ses co-produits et de ses substituts ; qu'elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Wallonie, de la Province de Liège et de la Haute Ardenne ; qu'il conviendra en particulier d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone de dépendances d'extraction et à la zone d'extraction au sens des articles D.II.28, D.II.33 et D.II.41 du CoDT au regard de l'offre actuelle et en cours d'instruction ;

Considérant que l'analyse de la pertinence de sa localisation ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au territoire où la pierre de Steinbach peut être extraite ;

Considérant que l'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes du projet de plan ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées ; qu'il conviendra en particulier d'analyser la proposition d'avant-projet de plan figurant dans le dossier de base au titre de variante ;

#### Précision des informations à fournir

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la demande, des observations et suggestions du public et des avis transmis que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan doit réserver une attention particulière à l'analyse de ses effets sur :

1. La population ;
2. Les eaux de surfaces et les eaux souterraines (captage de la Crope et captages privés) ;
3. Les infrastructures et les chemins ;
4. Les paysages ;
5. La gestion des stériles d'exploitation et la constitution des dispositifs d'isolement ;
6. L'activité agricole ;

#### Avis à solliciter

Considérant que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan doivent être soumis à l'avis du pôle « Aménagement du Territoire » et du pôle « Environnement » en application de l'article D.VIII.33, § 4, du CoDT ;

Considérant, en outre, qu'une attention particulière doit être réservée à l'analyse des incidences du projet de plan sur les eaux souterraines, en raison de la proximité du captage de la Crope, ainsi que sur les affectations à fixer pour la zone d'extraction au terme de son exploitation ; qu'il est dès lors utile de consulter le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement sur le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ;

#### Conclusions

Considérant qu'il convient, pour les motifs exposés ci-avant, de décider la révision du plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith, d'adopter le projet de plan et de le soumettre à l'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales annexé au présent arrêté explicite la portée de l'article D.VIII.33, § 2, du CoDT en déterminant l'ampleur et la précision des informations que doit comporter le rapport au regard des spécificités du projet de plan,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il y a lieu de réviser le plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith (planche 50/7) en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction au lieu-dit « Bouhaye » à Waimes (Faymonville).

**Art. 2.** Le projet de révision du plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith relatif à l'inscription :

- d'une zone de dépendances d'extraction ;
- de deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de leur exploitation ;
- d'une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation ;
- sur le territoire de la commune de Waimes est adopté conformément au plan ci-annexé.

**Art. 3.** Il y a lieu de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan. Le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan est adopté.

**Art. 4.** Le Directeur général du « SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie » est chargé du suivi du présent arrêté et de soumettre le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan pour avis au Pôle « Environnement », au Pôle « Aménagement du Territoire », au « SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Namur, le 2 juillet 2020.

W. BORSUS

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 juillet 2020 décidant de réviser le plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith (planche 50/7), adoptant le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction, deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de leur exploitation et une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation sur le territoire de la commune de Waimes (Faymonville) au lieu-dit « Bouhaye », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction et décidant de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu

Projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de révision du plan de secteur

Le projet de révision de la planche 50/7 du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du porte sur l'inscription :

- o d'une zone de dépendances d'extraction (environ 3,41 ha) ;
  - o de deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de leur exploitation (environ 17,32 ha) ;
  - o d'une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation (environ 9,75 ha) ;
- sur des biens immobiliers actuellement inscrits en zone agricole et en zone de dépendances d'extraction.

#### A. Ampleur

Aucune composante du projet de plan n'est dispensée du rapport sur les incidences environnementales (RIE).

Le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan analysera l'impact de l'inscription des composantes du projet de plan au plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith. L'analyse se limitera aux composantes du projet de plan susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement ;

Le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre des zones à réviser.

Il appartiendra à l'auteur du rapport d'incidences environnementales de vérifier l'ensemble des données économiques et techniques avancées dans le dossier de base.

L'analyse des besoins justifiant l'inscription des nouvelles zones de dépendances d'extraction et d'extraction au plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith devra être circonscrite au marché de la pierre de Steinbach, de ses co-produits et de ses substituts. Elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Wallonie, de la Province de Liège et de la Haute Ardenne. Il conviendra en particulier d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone de dépendances d'extraction et à la zone d'extraction au sens des articles D.II.28, D.II.33 et D.II.41 du CoDT au regard de l'offre actuelle et en cours d'instruction.

L'analyse de la pertinence de sa localisation ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au territoire où la pierre de Steinbach peut être extraite.

L'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes du projet de plan ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées ; qu'il conviendra en particulier d'analyser la proposition d'avant-projet de plan figurant dans le dossier de base au titre de variante.

#### B. Précision des informations

Le contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan retenu ci-après constitue un document-type dont les éléments sont considérés comme suffisants au regard des articles D.VIII.29 à 37 du Code de développement territorial (CoDT).

En particulier, le rapport tiendra compte :

- des spécificités économiques, techniques et environnementales de la demande,
- des avis émis par :
- le pôle Aménagement du territoire ;
- le pôle Environnement ;
- le fonctionnaire délégué ;
- le SPW Mobilité et Infrastructures ;
- le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;
- Elia ;

sur le dossier de base et/ou le contenu du rapport ;

• des observations formulées par le public lors de la réunion d'information préalable organisée le 1<sup>er</sup> décembre 2016 à Faymonville (Waimes) et à l'avis du conseil communal de Waimes.

Sans préjudice de la qualité et du soin à apporter à l'ensemble du rapport, une attention toute particulière sera réservée à l'analyse de ses effets sur :

7. La population ;
8. Les eaux de surfaces et les eaux souterraines (captage de la Crope et captages privés) ;
9. Les infrastructures et les chemins ;
10. Les paysages ;
11. La gestion des stériles d'exploitation et la constitution des dispositifs d'isolement ;
12. L'activité agricole ;

Le rapport sur les incidences environnementales devra justifier le choix de la zone à inscrire (zone de dépendances d'extraction et/ou zone d'extraction en précisant la destination future) en tenant compte des caractéristiques du projet du demandeur mais aussi des potentialités du site.



## PHASE I

## Introduction

L'introduction a pour but de replacer le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - articles D.II.48 à 50 (procédure), livre VIII (participation du public et évaluation des incidences) et articles D.II.63 et 65 (mesures transitoires) du CoDT.

2. Présentation du projet de plan adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (art. D.VIII.33, § 3, al. 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>).

3. Acteurs de la révision du plan de secteur

3.1. *Décideur : Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.*

3.2. *Initiateur de la demande : promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand il y a plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.*

3.3. *Auteur du rapport sur les incidences environnementales : bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré au rapport en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.*

4. Contraintes potentielles relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan

Il s'agit des contraintes relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (Collège(s) et Conseil(s) communaux, CCATM, Directions générales du SPW, pôle Aménagement du territoire, pôle Environnement, etc.).

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Description du projet de plan

1. Objet de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.33, § 3, al. 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>)

Localisation et superficie de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article D.II.21 du CoDT) inscrite(s)/supprimé(s) au projet de plan, en ce compris la compensation planologique.

1.1. Localisation exacte : province, commune(s), lieu-dit, rue, n° de planche IGN, coordonnées Lambert et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000<sup>ème</sup> et 1/10 000<sup>ème</sup>) + orthophotoplan au 1/10 000<sup>ème</sup> ;

1.2. Parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000<sup>ème</sup> et 1/25 000<sup>ème</sup>, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains, etc. ;

1.3. Affectations au plan de secteur actuelles et projetées (cartes 1/10 000<sup>ème</sup> et 1/25 000<sup>ème</sup>), préciser les superficies des zones dont l'affectation change. Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article D.II.21, § 3, du CoDT).

1.4. Description géologique du gisement visé par la révision du plan de secteur :

- situation régionale (bassin ou massif structural) ;
- gisement (lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), nature et épaisseur de la couverture, etc. ;
- contraintes géotechniques (karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie, anciens travaux miniers ;
- réserves de gisement (détailler les méthodes de calcul) : décrire les réserves disponibles au sein de la future zone d'extraction, délais d'épuisement au rythme actuel d'exploitation et en cas de d'augmentation.

Joindre un extrait de la carte géologique la plus récente avec au moins :

- une coupe géologique au droit de la future exploitation ;
- les résultats de forages et/ou de prospection géophysique, les résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter ;

1.5. Projet d'exploitation envisagé :

- production (détailler les produits de la carrière et préciser les quantités (en tonnes ou mètres cubes), une éventuelle croissance prévue, préciser les valorisations actuelles et/ou projetées (nouveaux produits) y compris pour les stériles (expliquer les utilisations, les applications, les volumes stockés) ;
- techniques d'extraction et de traitement de la roche (flow-sheet de l'exploitation) ;
- phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure, les dépendances et le réaménagement), en spécifiant ce qui nécessite de la zone de dépendances d'extraction ou de la zone d'extraction ;
- infrastructures projetées (dans le périmètre du projet et en-dehors) ;
- accessibilité du site, gestion de la mobilité et transport des produits.

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.33, § 3 al. 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>)

Le rapport sur les incidences environnementales mettra en évidence et analysera les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon tels qu'ils figurent dans l'arrêté adoptant le projet de plan. Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

Il précisera les arguments qui justifient la nécessité de réviser le plan de secteur pour mettre en œuvre le projet sous-tendu par la révision.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs du projet de plan au regard des plans et programmes pertinents (art. D.VIII.33, § 3, al. 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>)

Cette analyse doit comporter, entre autres, la vérification de la compatibilité des objectifs du projet de plan avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le CoDT, ainsi que les différents plans et programmes (tels que le Schéma de développement du territoire (SDT), le Plan d'Environnement pour le Développement durable, etc.).

*Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs du projet de plan au regard de ces documents.*

## CHAPITRE II. — *Justification socio-économique de l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction et/ou d'une zone d'extraction au plan de secteur*

*Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone de dépendances d'extraction et en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les aspects pertinents de la situation socio-économique (les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur) ainsi que son évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.I.1 et D.VIII.33, § 3, al. 1<sup>er</sup>, 2°).*

### 1. Evaluation du besoin

1.1. *Caractéristiques du produit : spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.*

1.2. *Évaluation de la demande : il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.*

#### 1.2.1. Marché global du matériau, situation actuelle et perspectives de développement :

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site. Cartographier et caractériser l'aire de chalandise.

- Evolution du marché dans les 30 prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

- Analyser d'autres pistes de valorisation et d'utilisation du gisement.

#### 1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur) :

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).

- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.

- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les autres demandes de révision de plan de secteur).

#### 1.2.3. Conclusion

- sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans ;

- sur les besoins planologiques qui en découlent, tant en zone de dépendances d'extraction qu'en zone d'extraction.

### 1.3. *Évaluation des potentialités du plan de secteur*

*Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3.*

Cette évaluation se fera en deux temps :

- dans un premier temps, on examinera la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée (et la possibilité de désaffecter certaines parties de la zone de dépendances d'extraction existante) ;

- dans un second temps, on examinera les zones de dépendances d'extraction et d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

### 1.4. *Conclusion sur l'évaluation des besoins*

*Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone de dépendances d'extraction et/ou d'une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée. Les besoins en zone de dépendances d'extraction seront distingués des besoins en zone d'extraction.*

## 2. Impacts socio-économiques

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect actuel et créé, les retombées financières générées (taxes, redevances, etc.) sur l'activité économique nationale et régionale, la valeur ajoutée produite, l'impact sur les activités économiques existantes, etc.

Ce point estimera aussi les impacts socio-économiques, à court, moyen et long terme, des autres activités qui pourraient se développer sur ce site, indépendamment du projet du demandeur, selon le prescrit des articles D.II.28 et 33.

## 3. Evolution probable de la situation économique si le plan n'est pas mis en œuvre

Il s'agit de préciser l'évolution probable des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable si le plan n'est pas mis en œuvre.

CHAPITRE III. — *Validation de la localisation du projet de plan*  
*Identification et analyse des variantes de localisation*

*Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation du projet de plan :*

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire ;
- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3 du chapitre II.
- et, s'il échet, de présenter des alternatives possibles de localisation au sein de ce territoire (art. D.VIII.33, § 3 al. 1<sup>er</sup>, 10°).

1. Transcription spatiale des grandes options régionales

*Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation, notamment le SDT.*

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs du projet de plan tels que validés au point 2 du chapitre I

L'on examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. *Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.*

2.2. *Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.*

2.3. *Accessibilité et gestion de la mobilité.*

2.4. *Présence d'infrastructures nécessaires.*

2.5. *Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines).*

3. Validation de la localisation du projet de plan et de la pertinence du choix des zones à inscrire

*Il s'agit ici de vérifier que la localisation du projet de plan et le choix des zones (zone de dépendances d'extraction et/ou zone d'extraction) n'entrent pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respectent les critères de localisation explicités au point 2.*

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation au projet de plan

*Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation au projet de plan en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2. en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.*

*Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.*

5. Sélection d'alternatives de localisation

Il s'agit ici de comparer le projet de plan et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales,
  - des critères de localisation,
  - des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise,
  - des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité,
- et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que le projet de plan, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

CHAPITRE IV. — *Examen des compensations*  
 (art. D.VIII.33, § 3, al.1<sup>er</sup>, 9° et D.II.45, § 3, du CoDT)

*Ce chapitre vise à vérifier l'application du principe repris à l'article D.II.45, § 3 et l'opportunité de choisir l'une ou l'autre forme de compensation.*

(VIII.33, § 3, al. 1<sup>er</sup>, 9°).

En ce qui concerne les compensations planologiques, il lui revient :

- de valider leur localisation et leur délimitation au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait et de droit ainsi que de suggérer des localisations alternatives s'il échet en évitant toute surcompensation ;
- de vérifier leur cohérence en fonction de la géologie locale, des caractéristiques des sites et des affectations des zones voisines ;
- d'en proposer un phasage éventuel en fonction d'un phasage de l'exploitation ou de valider celui que prévoirait le projet de plan.

## PHASE II

CHAPITRE V. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des zones de dépendances d'extraction et/ou d'extraction prévues au projet de plan et des variantes de localisation*

## 1. Description du cadre réglementaire

## 1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires :

1.1.1. Niveau régional : *plan de secteur, guide régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, Plans d'assainissement (PASH), etc.*

1.1.2. Niveau communal : *schéma de développement communal, guide communal d'urbanisme, schéma d'orientation local, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, etc.*

## 1.2. Biens soumis à une réglementation particulière :

1.2.1. Faune et flore : *statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (Décret du 06/12/2001) et espèces d'intérêt communautaire, etc.*

1.2.2. Activités humaines : *statut juridique des voiries et voies de communication réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO, etc. (art. D.VIII.33, § 3, al. 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>).*

1.2.3. Sol : *données éventuelles relatives aux terrains concernés dans la banque de données de l'état des sols visée aux article 11 et 12 du décret relatif à la gestion des sols ou à défaut les meilleurs données disponibles auprès du Service public de Wallonie ou d'autres organismes (SPAQuE – Walsols, etc.).*

1.2.4. Eau : *schéma régional des ressources en eau, captages, zones de prévention et de surveillance des captages, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH), cours d'eau non navigables (catégories), zones vulnérables, waterings, etc.*

1.2.5. Activités économiques : *périmètres de remembrement légal des biens ruraux, périmètres de reconnaissance économique, zones franches urbaines et rurales.*

1.2.6. Mobilité : *plans communaux et inter-communaux de mobilité.*

1.2.7. Risques naturels : *zones d'aléa d'inondation, axes de ruissellement, plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), karst, etc.*

1.3. *Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (permis d'urbanisation existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique, etc.).*

1.4. *Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : périmètres de remembrement ruraux ou urbain, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées, sites à réaménager, sites de réhabilitation paysagère et environnementale, etc.*

1.5. *Sites patrimoniaux et archéologiques : monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, sites et ensembles architecturaux classés, zones de protection de classement, carte archéologique, biens repris à l'inventaire du patrimoine régional, patrimoine monumental de Belgique, biens repris à l'inventaire communal, listes de sauvegarde, patrimoine exceptionnel, patrimoine mondial, liste des arbres et haies remarquables, etc.*

1.6. *Contraintes environnementales : cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, etc.*

1.7. *Situation réglementaire de l'exploitation : permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis, etc.*

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné et évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, § 3, al. 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

## 2.1. Caractéristiques humaines :

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : *structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées, ...), sites archéologiques, carte des densités et pôles de développement, présence de biens immobiliers sur le site, etc.*

2.1.2. Infrastructures, accessibilité et équipements publics aériens et souterrains : *les voiries (réseau, gabarit, capacité, situation actuelle du trafic sur les voies d'accès), les voies ferrées (lignes, point d'arrêt, fréquence), les voies lentes, TEC, les voies navigables (gabariés, quais aménagés), les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les impétrants, les canalisations souterraines (y compris la collecte et le traitement des eaux usées), etc. + cartographie et évolution des capacités.*

2.1.3. Activités humaines (*nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture et la sylviculture (superficie, exploitants, productions, situation des exploitants), les activités économiques mixtes et/ou industrielles sensibles (SEVESO), les activités touristiques, les équipements socio-culturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines, etc.*

2.1.4. Activités passées et pollutions : *gîtes de minières exploitées, décharge communale, déchets industriels, etc.*

## 2.2. Caractéristiques environnementales :

2.2.1. Géologie : *étude géologique approfondie au sein de la zone occupée actuellement par l'exploitation – en particulier si le gisement n'est pas valorisable – et/ou dans la zone demandée. Joindre les résultats des forages et/ou des prospections géophysiques, caractéristiques physiques et chimiques de la roche, résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter... Insister sur la qualité et/ou la quantité de roche à exploiter, décrire les accidents tectoniques connus ou les cavités souterraines présentes.*

2.2.2. Pédologie : *caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique, etc.*

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie : *bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, etc.*

2.2.4. Topographie et paysages : *géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies, etc.*

2.2.5. Air et climat – ambiance sonore et olfactive – qualité de l’air et poussières : *données disponibles sur la qualité de l’air au droit des habitations et des zones d’habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d’air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières, etc.*

2.2.6. Bruits et vibrations : *sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d’habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures, etc.*

2.2.7. Faune et flore : *inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d’espèces et/ou de milieux protégés, etc.*

2.2.8. Risques naturels et contraintes géotechniques : *inondations, axe de ruissellement, phénomènes karstiques, risques miniers, éboulements, glissements de terrain, risques sismiques, etc.*

2.3. Evolution probable des caractéristiques environnementales si le plan n’est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>)

Il s’agit de préciser l’évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d’être touchées de manière non négligeable en cas d’absence de révision du plan de secteur.

3. Le cas échéant, les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu’est prévue l’inscription d’une zone dans laquelle pourrait s’implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l’environnement (au sens de la directive 96/82 CE) ou lorsqu’est prévue l’inscription de zones destinées à l’habitat ainsi que des zones ou des infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements (art. D.VIII.33, § 3, al. 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>)

4. Conclusion sur l’analyse des contraintes et potentialités des sites

La conclusion décrit dans quelle mesure chaque thématique de la situation existante constitue, ou non, un atout, une faiblesse, une opportunité ou une menace (tableau AFOM) en cas de mise en œuvre de la révision du plan de secteur. Les éléments qui n’ont pas de relation avec le projet de plan ne sont pas développés.

## CHAPITRE VI. — Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet de plan sur l’homme et l’environnement

Il s’agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs) sur l’homme et l’environnement (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>)

Les impacts doivent être distingués selon qu’il s’agit d’inscrire une zone de dépendances d’extraction ou une zone d’extraction, en tenant compte de toutes les utilisations possibles de ces zones.

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) de dépendances d’extraction et/ou d’extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Cette analyse des impacts doit être menée en distinguant les impacts sur les sites du projet de plan et de la/des variante(s) de localisation (définie(s) au point 4 du chapitre III) ainsi que sur leurs zones voisines respectives.

1. Impacts sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène, ...)

1.1. *Cadre bâti : relation du projet avec l’agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l’infrastructure existants.*

1.2. *Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel : monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries (servitudes publiques et chemins vicinaux), canalisations souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone, ...), lignes électriques, etc.*

1.3. *Charroi : direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire (origine-destination), charge utile, véhicules fournisseurs, visiteurs, personnels, véhicules liés à l’aménagement du site, transports exceptionnels, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité, transport par rail, transport fluvial, charroi agricole, les modes actifs (en particulier le chemin n° 5 et ceux non-classés), etc.*

1.4. *Tirs de mines : vibrations au droit des habitations et des zones d’habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site, etc.*

1.5. *Bruit : au droit des habitations et des zones d’habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches*

1.6. *Air et climat : poussières - installation de jauges Owen, formation de brouillards, odeurs, etc.*

1.7. *Topographie et paysages : pendant et après l’activité extractive, établir des photos de synthèse*

2. Impacts sur les activités humaines : activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières, etc. (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>)

3. Impacts sur le sol et le sous-sol : karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques, pollution, etc.

4. Impacts sur l’hydrogéologie et l’hydrologie

4.1. *Modification du régime hydrogéologique : rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique, valorisation des eaux d’exhaure, etc.*

4.2. *Modification du régime hydrologique : débit et charge des cours d’eau, inondations à la suite du rejet d’eaux d’exhaure, disparition/apparition de zones humides, etc.*

4.3. *Mobilisation des ressources en eau potabilisable*

5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité

Pendant et après la mise en œuvre du projet de plan, altérations et pertes d’habitats faunistiques et d’écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d’espèces, d’intérêt communautaire, périmètres Natura 2000, etc. (législation sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

6. Interaction entre ces divers facteurs

7. Caractéristiques des zones susceptibles d’être touchées de manière non négligeable (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>)

Il s’agit d’identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d’être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d’indiquer comment ces caractéristiques risquent d’être modifiées par le projet de plan.

CHAPITRE VII. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs du projet de plan ou des variantes de localisation*

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 10°)

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

*Il s'agit de vérifier l'adéquation des contours de sorte que les limites correspondent à des limites géographiques « de fait », soit des limites visibles sur le terrain : bord de route, lisières, cours d'eau, haie vive, alignement d'arbres, talus importants, etc. : des limites visibles sur la carte IGN (idem – le fait qu'elles soient reportées sur la carte atteste de leur importance pour les haies, cours d'eau, etc.) ; des alignements droits entre 2 points visibles sur la carte IGN ; une courbe de niveau de la carte IGN ou une parallèle à X mètres d'une limite visible ; des limites cadastrales.*

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones ;
- un phasage de l'occupation ;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers ;

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont de :

- répondre aux objectifs du projet ;
- répondre au prescrit du CoDT (article D.I.1) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation ;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur le plan social, économique et environnemental.

Compte tenu des caractéristiques des lieux, il convient de vérifier si l'obligation d'inclure en bordure intérieure de l'ensemble formé par les zones de dépendances d'extraction et d'extraction un périmètre ou dispositif d'isolement suffisant pourra être remplie.

2. Mesures à mettre en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 8°)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans le projet de plan, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

*2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article D.II.21 du CoDT), en ce compris les zones constituant la compensation planologique.*

*2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires*

Les prescriptions supplémentaires éventuelles sont les suivantes (article D.II.21, § 3 du CoDT) :

- 1° la précision ou la spécialisation de l'affectation des zones ;
- 2° le phasage de leur occupation ;
- 3° la réversibilité des affectations ;
- 4° l'obligation d'élaborer un schéma d'orientation local préalablement à leur mise en œuvre.

Les prescriptions supplémentaires ne peuvent déroger aux définitions des zones.

*2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers*

*2.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles*

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 5°)

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement « pertinents » pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres de l'Union européenne.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telle que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 2°)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre VI, point 7) si le projet de plan n'est pas mis en œuvre.

CHAPITRE VIII. — *Examen des compensations*

L'analyse des incidences environnementales concerne tant les compensations planologiques que toutes les formes de compensations alternatives, qu'elles soient à finalité opérationnelle, environnementale, énergétique ou de mobilité et qu'elles se traduisent ou non par la réalisation d'infrastructures, équipements ou installations.

Seuls doivent être analysés les éléments des chapitres précédents jugés pertinents.

Les incidences négatives et positives doivent être identifiées.

Le bureau d'études peut préconiser des mesures d'atténuation ou une variante de délimitation.

CHAPITRE IX. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du projet de plan*

1. Justification et comparaison du projet de plan et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>)

La justification s'effectue sur base de l'article D.I.1 du CoDT et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de plan.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup>)

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE X. — *Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites du rapport (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>)

L'auteur du rapport précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures évaluations environnementales.

## Bibliographie

## Lexique

Annexes (en ce y compris copie des études réalisées et/ou utilisées dans l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan)

Résumé non technique (art. D.VIII.33, al. 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>)

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et le traduire dans un langage non technique de façon à le rendre compréhensible pour un public non averti. Il doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon :

- décidant de réviser le plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith (planche 50/7) ;

- adoptant le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction, deux zones d'extraction devenant une zone agricole au terme de leur exploitation et une zone d'extraction devenant une zone d'espaces verts au terme de son exploitation sur le territoire de la commune de WAIMES (Faymonville) au lieu-dit « Bouhaye », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction ;

- décidant de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu.

Namur, le 2 juillet 2020.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE  
SERVICES, LOGEMENT, PATRIMOINE, ENERGIE  
DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME  
Département für Raumplanung und Städtebau  
**Offentlicher Dienst der Wallonie**  
Raumplanung, Mehrsprachigkeit, Erneuerbare  
Energie, Stadtplanung  
**Offentlicher Dienst**  
SPW  
OWW

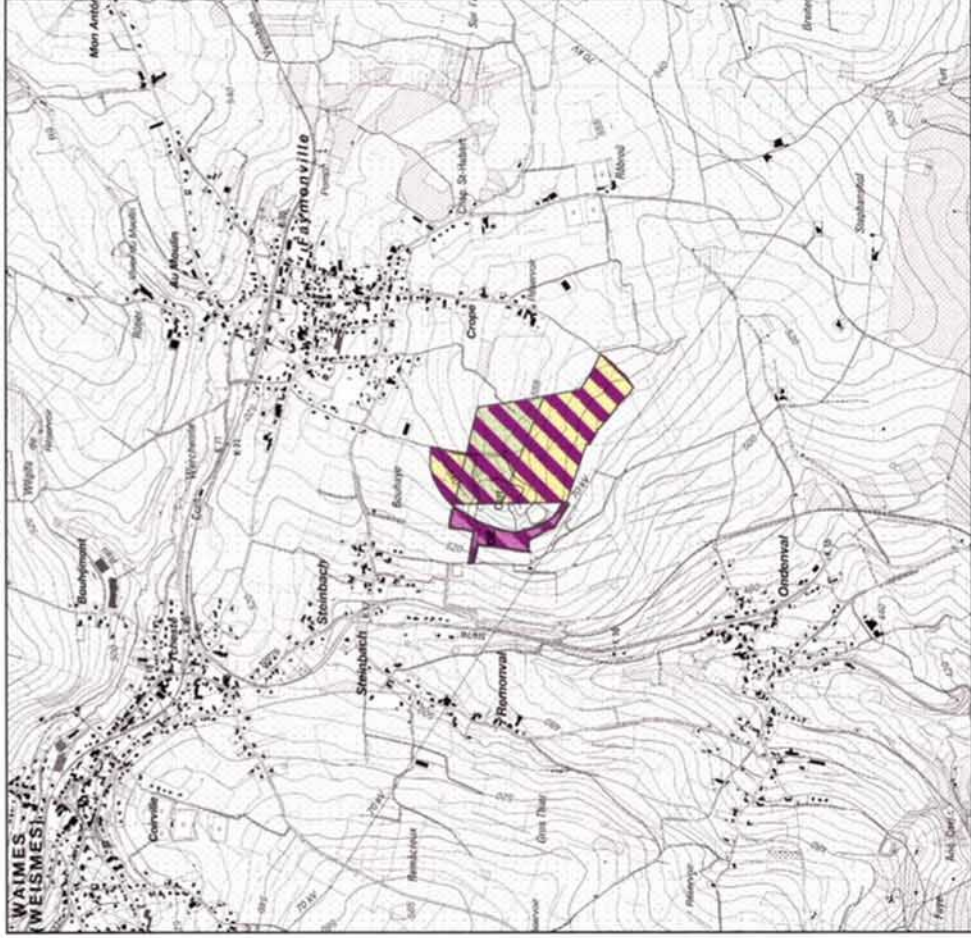
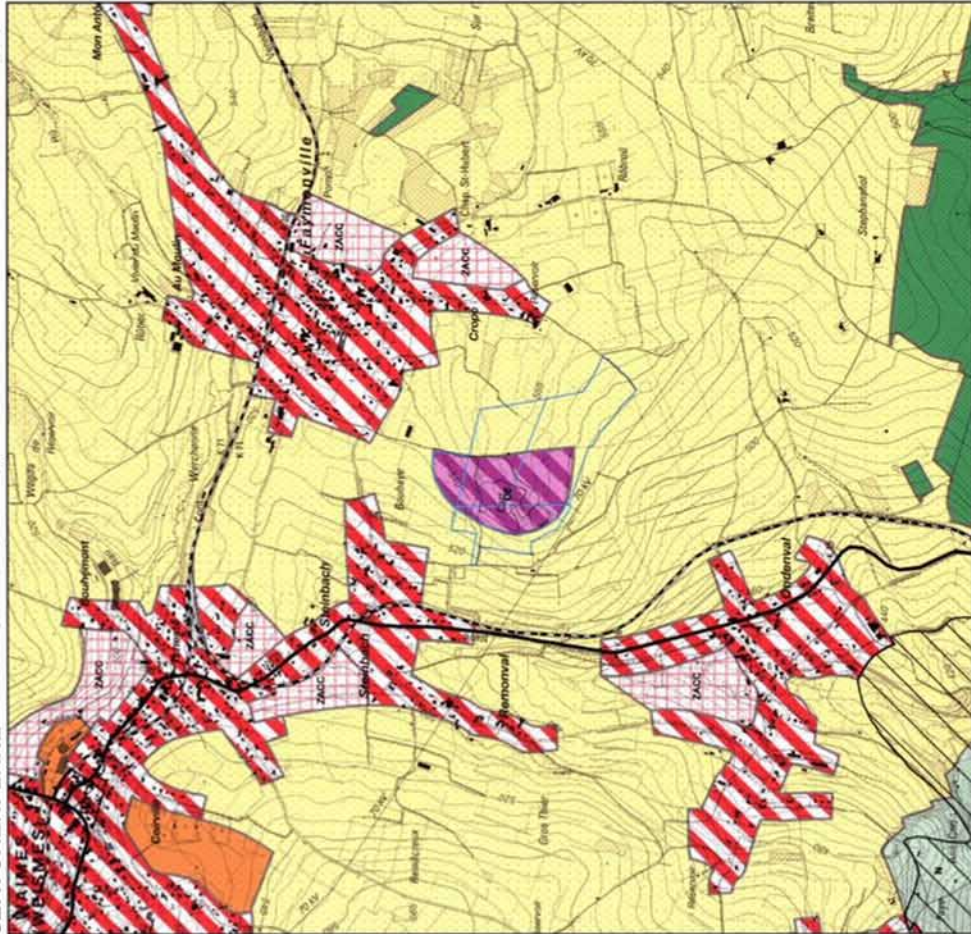
PLAN DE SECTEUR adapté sur base des dispositions du CdDT, ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.  
SEKTORENPLÄNE auf der Grundlage von Änderungen CdDT angepasst. Dieser Plan hat keine rechtlichen Wert und wird zur Informationsnahme vorgelegt.

**PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE MALMEDY - SAINT-VITH**  
en vue de l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, de deux zones d'extraction devant au terme de l'exploitation une zone agricole  
et d'une zone d'extraction devant au terme de l'exploitation une zone d'espaces verts  
sur le territoire de la commune de WAIMES (Faymonville) au lieu-dit « Bouhaye »

**PROJEKT ZUR REVISION DER SEKTORENPLÄNE VON MALMEDY UND SANKT-VITH**  
Im Hinblick auf die Eintragung eines Gebietes für Nebenanlagen von Abbaustätten, von zwei Abbaugruben, die am Ende der Betriebsfähigkeit zu einem Agrargebiet werden,  
und einem Abbaugruben, das am Ende der Betriebsfähigkeit zu einem Grünsgebiet wird  
Sie liegen auf dem Gebiet der Gemeinde WEISMES (Faymonville), bei einem Ort namens BOUHAYE.

Vu pour être annexé à notre arrêté de  
Général, un exemplaire (états) von  
aus Antrags beigefügt zu werden  
Le Ministre de l'Économie, de la Reconstruction et de l'Énergie  
du Parlement de la Région wallonne / die Minister des Wirtschafts- und  
Digital, Landwirtschaft, Stadplanung und Entwicklung  
des Flanderns, von d'Anträge und der Kompetenzsachen  
**Willy BORSUS**

**PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR  
PROJEKT ZUR REVISION DER SEKTORENPLÄNE**





## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/31305]

2. JULI 2020 — Ministerieller Erlass, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith (Karte 50/7) einer Revision zu unterziehen, durch den der Planentwurf zur Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, zweier Abbaugebiete, die nach Abschluss ihrer Erschließung zu einem Agrargebiet werden müssen, und eines Abbaugebiets, das nach Abschluss seiner Erschließung zu einem Grüngelände werden muss, auf dem Gebiet der Gemeinde Weismes (Faymonville), am sogenannten Ort "Bouhayé", angenommen wird, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen, und durch den beschlossen wird, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen sowie dessen Inhaltentwurf festzulegen

Der Minister der Raumordnung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regierung;

Aufgrund der durch das wallonische Parlament in seiner Sitzung vom 13. September 2019 genehmigten Erklärung zur Regionalpolitik 2019-2024;

Aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE), Artikel D.II.48 § 5;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Raumentwicklungsschemas;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. November 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith;

Aufgrund des 1995-1996 (1. Vereinbarung) vom Laboratorium für litho- und zoostratigraphische Analysen der Universität Lüttich aufgestellten Inventars der Bodenschätze der Wallonischen Region, das POTY-Studie genannt wird und 2010 aktualisiert wurde;

Darlegung des Antrags und verordnungsrechtliche Rahmenbedingungen

In der Erwägung, dass die Trageco AG einen Antrag auf Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith und Hohes-Venn-Eifel zur Eintragung eines neuen Abbaugebiets in Erweiterung eines am sogenannten Ort "Bouhayé" gelegenen Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Weismes (Faymonville), raumplanerischer Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinden Amel, Büllingen und Weismes und einer alternativen Ausgleichsmaßnahme bei der Wallonischen Regierung eingereicht hat, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass der Antrag in Anwendung von Artikel 42bis des CWATUP eingereicht worden ist; dass ihm folgende Elemente beigelegt worden sind:

1. eine Grundakte mit folgendem Inhalt:

- die Rechtfertigung im Hinblick auf Artikel 1 des CWATUP;

- das betroffene Areal;

- die bestehende Sach- und Rechtslage;

- ein Erläuterungsbericht über die untersuchten und nicht ausgewählten alternativen Projekte, insbesondere unter Berücksichtigung des Standorts des Projekts, seiner Nachbarschaft und der Erreichbarkeit der ausgewählten Standorte;

- ein Vorschlag zum Vorentwurf im Maßstab 1/10.000;

2. die Elemente bezüglich des Ablaufs des Verfahrens zur Information der Öffentlichkeit;

3. die vom Gemeinderat übermittelte Stellungnahme;

In der Erwägung, dass der Antrag am 7. März 2017 eingegangen ist;

In der Erwägung, dass sich aus den Bestimmungen von Artikel D.II.65 § 2 des GRE ergibt, dass das im GRE vorgeschriebene Verfahren auf die am Datum des Inkrafttretens des GRE laufenden Verfahren anzuwenden ist, wobei: "die Einsendung des in Artikel 42bis des CWATUP erwähnten Antrags, dem die Grundakte, die Elemente bezüglich des Ablaufs des Verfahrens zur Information der Öffentlichkeit und die Stellungnahme des bzw. der Gemeinderäte beigelegt werden, als Einsendung des Antrags nach Artikel D.II.48 § 3 gilt";

In der Erwägung andererseits, dass sich aus Artikel D.II.63 Absatz 1 Ziffer 13 des GRE ergibt, dass die in den Artikeln D.II.28 (Gewerbegebiete) und D.II.33 (das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten) erwähnten Vorschriften auf die Abbaugelände in den Sektorenplänen, die vor dem 1. Juni 2017 in Kraft getreten sind, Anwendung finden; dass sich demnach das Abbaugelände, dessen Erweiterung vom Antragsteller beantragt wird, zurzeit im Sektorenplan in einem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten befindet;

Standort und Gegenstand des Antrags auf Revision des Sektorenplans

In der Erwägung, dass der Steinbruch von Bouhayé in den Hochardennen auf dem Gebiet der Gemeinde Weismes zwischen den Dörfern von Faymonville (ca. 1 km nordöstlich), Steinbach (ca. 850 m nordwestlich), Remonval (ca. 900 m westlich), Ondenval (ca. 1,3 km südwestlich) und dem sogenannten Ort "Stefanshof" (ca. 1,2 km südlich) gelegen ist;

In der Erwägung, dass das von der "Trageco" AG erschlossene Vorkommen zur Weismeser Formation (Unterdevon – Lochkovium) gehört, die sich aus quarzitischem Sandstein oder Arkose, d.h. einem wesentlich aus Quarz und Feldspat bestehenden detritischen Sedimentgestein, dem sogenannten "Steinbacher Naturstein", zusammensetzt;

In der Erwägung, dass der Antrag auf Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith die Erweiterung des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten um ca. 300 m nach Osten und 50 m nach Westen betrifft, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit am Standort zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass sich der Antrag bei genauerem Hinsehen auf die Eintragung in den Sektorenplan eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten anstelle eines Agrargebiets (8,6 ha) und eines Abbaugeländes anstelle eines Agrargebiets (15,2 ha) bezieht;

Rechtfertigung der geplanten Revision des Sektorenplans im Hinblick auf Artikel D.I.1

In der Erwägung, dass die Eintragung des neuen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und des neuen Abbaugebiets in den Sektorenplan durch wirtschaftliche, soziale und erbebezogene Gründe gerechtfertigt ist; dass sie zum Ziel haben, die Fortsetzung der Erschließung eines Sandsteinvorkommens zu ermöglichen, dessen Produkte für den Markt der Steinbruchprodukte, darunter der Steinbacher Naturstein, der zur Eigenart des architektonischen Charakters der Gebäude der Region beiträgt, sowie für den Betonmarkt bestimmt sind; dass das Projekt somit zur Erhaltung der Arbeitsstellen in diesem Tätigkeitsbereich beiträgt;

In der Erwägung, dass die im Steinbruch von Bouhaye gewonnenen Sandsteine gute mechanische Eigenschaften aufweisen; dass diese Werkstoffe hauptsächlich für die Erzeugung von zerkleinerten Produkten (Granulate) und, nebensächlich, von Natursteinen (Bruchsteine und Steinschüttungen) bestimmt sind;

In der Erwägung, dass der Absatz von zerkleinerten Produkten, ob im öffentlichen oder im privaten Sektor, direkt vom örtlichen Bau- und Straßenbaumarkt abhängig ist; dass die Größe des Einzugsgebiets wegen der Kosten für deren Transport tatsächlich ziemlich begrenzt ist; dass aus der Grundakte hervorgeht, dass es derzeit einen Umkreis von 40 km um den Steinbruch abdeckt;

In der Erwägung, dass die Trageco AG und die Gruppe Bodarwe (Steinbruch der Warchenne und Steinbruch Schauss) die wichtigsten lokalen Unternehmen sind, die auf dem Markt dieser Produkte tätig sind; dass aus der Grundakte hervorgeht, dass die Produktion der Trageco AG um die 300 000 t gebrochenes Material pro Jahr liegt;

In der Erwägung, dass der Markt für Naturstein im Wesentlichen vom Fortbestand der Traditionen in Sachen Bau und Städtebau in den Dörfern rund um den Standort, an dem er gewonnen wird, abhängt; dass sich der Wettbewerb zwischen den Produzenten in erster Linie an den ästhetischen Eigenschaften (Farbtöne) des angebotenen Steins orientiert;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass in der Region vier Unternehmen auf diesem Markt tätig sind; dass die Trageco AG einen Anteil von etwa 15% an diesem Markt hat; dass sich ihre Produktion um die 3 000 t Ziersteine pro Jahr bewegt;

In der Erwägung, dass zerkleinerte Produkte ebenfalls als Bestandteil bei der Betonherstellung eingesetzt werden; dass aus der Grundakte hervorgeht, dass die Trageco AG bereits auf dem Markt für Magerbeton tätig ist, wobei sie in direktem Wettbewerb mit zwei anderen Unternehmen steht, und ihre Produktion aufbereitet werden kann, um den Normen anderer Märkte (Kohlenwasserstoffe, Nicht Magerbeton, usw.) zu entsprechen; dass die Nachfrage nach zerkleinerten Produkten mit hohem Mehrwert auf dem regionalen Markt groß ist und mehr als 50 000 t pro Jahr erreichen könnte;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass die Nachfrage nach zerkleinerten Produkten in den letzten Jahren stagniert hat, sogar leicht zurückgegangen ist, während die Nachfrage auf dem Betonmarkt in der Region einen immer größeren Aufschwung erlebt; dass diese Entwicklungen eine Nachfrage, die sich seit vielen Jahren als stabil erweist und zu der die Trageco AG bis zur Höhe von ca. 300 000 t pro Jahr beiträgt, nicht beeinflussen dürften; dass sich die von ihr getroffene Wahl, von diesem Mittelwert auszugehen, um die Fläche des neuen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und des neuen Abbaugebiets zu rechtfertigen, die in den Sektorenplan einzutragen sind, als begründet erweist;

In der Erwägung, dass es sich herausstellt, dass sich die durch die Abbaugenehmigung zugelassene Erschließung des Vorkommens von Bouhaye sowohl den Grenzen des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten als auch dem für den Grubenboden des Steinbruchs festgelegten Niveau nähert; dass der in der Grundakte eingeschätzte Bedarf dadurch in absehbarer Zeit nicht mehr gedeckt sein wird, es sei denn, die in den anderen Vorkommen vorhandenen Reserven werden schneller erschöpft;

In der Erwägung, dass die Erschöpfung des Vorkommens durch die Poty-Studie, in der 2009 eingeschätzt wurde, dass beim damals vom Betreiber angemeldeten Jahresdurchschnittstempo die Höchstdauer der Erschließung des zugelassenen Vorkommens zehn Jahre betragen würde, vorausgesetzt worden war;

In der Erwägung, dass der Antrag der Trageco AG einem allgemeinen Trend folgt, der alle Sandsteinvorkommen der Region betrifft und die Regierung bereits dazu führte, am 20. April 2006 in den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith ein neues Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten in Erweiterung des Steinbruchs der Warchenne auf dem Gebiet der Gemeinden Weismes und Malmedy einzutragen;

In der Erwägung, dass die Einstellung der Erschließung des Vorkommens auf die Versorgung des Unternehmens mit für die Weiterentwicklung seiner anderen Tätigkeiten nützlichen Produkten haben und im Allgemeinen die Dauer, während der die Region imstande sein würde, den Bedarf an zerkleinerten Produkten und Ziersteinen zu decken, verringern würde; dass es insbesondere darauf ankommt, eine ausreichende und diversifizierte lokale Produktion aufrechtzuerhalten, um den Bedarf des Sektors zu decken, ohne dass es nötig wäre, in einer Provinz, in der nur 15,6 % des in der Wallonie erzeugten Granulats produziert wird, Produkte über lange Strecken zu transportieren;

In der Erwägung, dass obwohl die anderen Steinbrüche der Region über mitunter erhebliche Reserven verfügen, es jedoch notwendig ist, ein erschließbares Angebot an mehreren Standorten zu erhalten, deren Produktionserhöhung aufgrund ihrer Auswirkungen auf die Anlieger oder auf die Erschöpfung der Reserven auf die Gefahr hin, einen Mangel an Werkstoffen bewältigen zu müssen, in bestimmten Fällen nicht erwogen werden kann; dass die Beibehaltung eines Wettbewerbs auf lokaler Ebene überdies den Unternehmen ermöglicht, ihren wirtschaftlichen, ökologischen und sozialen Fußabdruck unter Kontrolle zu halten;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass das Vorkommen östlich von dem in Betrieb befindlichen Steinbruch gelegen ist; dass die betroffenen Formationen für die Fortsetzung der Abbautätigkeit am Standort geeignet sind; dass die vorgenommenen Probebohrungen darauf hindeuten, dass die Durchschnittshöhe der Abtragungen im Norden ziemlich dünn wäre, nämlich 0,6 bis 1,6 m; dass dieser Abraum im Osten zwischen 2,4 und 3,8 m hoch wäre und im Süden 5,2 m erreichen könnte; dass das Massiv labil ist und stellenweise Gestein milderer Qualität enthalten könnte;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass der Antragsteller erwägt, eine Fläche von ca. 13 ha für die Abbautätigkeit und den Rest, sprich 10,8 ha, für die Absicherung des Standorts, die Lagerung des Erdaushubs und die Schaffung der vorgeschriebenen Abschirmvorrichtung zu verwenden; dass sich daraus ergibt, dass der Antrag geeignet wäre, die Bedürfnisse der Allgemeinheit für mindestens dreißig Jahre zu decken;

In der Erwägung, dass der in Betrieb befindliche Steinbruch fünfzehn Direktbeschäftigte und nach der in der Poty-Studie festgehaltenen Quote etwa fünfzig Indirektbeschäftigte zählt; dass die gesamten Tätigkeiten des Unternehmens etwa achtzig Personen beschäftigen, von denen viele ihren Wohnsitz in der Umgebung haben; dass die Beschäftigung durch seine Erweiterung erhalten bleiben kann;

In der Erwägung, dass der Antrag aus diesen Gründen auf ausgewogene Weise einen erheblichen Teil der wirtschaftlichen, sozialen und erbebezogenen Bedürfnisse der Allgemeinheit in Bezug auf die Sektoren des Abbaus und der öffentlichen Arbeiten deckt, indem er ohne Diskriminierung den Dynamiken und Spezifitäten des Markts für zerkleinerte Produkte und Ziersteine in der Weismeser Region sowie der sozialen Kohäsion Rechnung trägt; dass es daher aufgrund des Vorhandenseins eines hochwertigen Vorkommens in direkter Nähe eines in Betrieb befindlichen Steinbruchs, der über die erforderlichen technischen Anlagen und Arbeitskräfte verfügt, gerechtfertigt ist, den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith einer Revision zu unterziehen, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit des Steinbruchs von Bouhaye zu ermöglichen;

#### Übereinstimmung der geplanten Revision des Sektorenplans mit dem Raumentwicklungsschema

In der Erwägung, dass die in dem in Sachen Nutzung der Bodenschätze geltenden Raumentwicklungsschema formulierten Umsetzungsgrundsätze gebieten, dass der Eintragung eines Abbaugebiets in den Sektorenplan eine Studie über die Art, den Umfang und die Seltenheit des Vorkommens sowie über den mittelfristigen Bedarf der Allgemeinheit vorausgehen muss; dass dieser Bedarf auf der Grundlage einer Dauer von dreißig Jahren zu bewerten sind;

In der Erwägung, dass die Art, der Umfang und die Seltenheit des Vorkommens im Jahre 2009 bewertet worden sind (Poty-Studie); dass sich daraus ergibt, dass der Steinbruch von Bouhaye neben dem Steinbruch der Warchenne und dem Steinbruch Schauss der einzige ist, der in der malmedyer Region Arkose der Gedinne-Stufe gewinnt, und die im Rahmen der geltenden Genehmigungen noch zur Verfügung stehenden Reserven es nicht ermöglichen, unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebstempos den Fortbestand der Abbautätigkeit am Standort über mehr als 6 Jahre in Aussicht zu stellen; dass die Erweiterung des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten über eine Fläche von ungefähr zehn Hektaren erwogen werden könnte, um ausgehend von der aktuellen Produktion über Reserven für eine Dauer von dreißig Jahren zu verfügen;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass die Gewinnung des Steinbacher Steins für die Entwicklung des privaten und öffentlichen Bausektors in der betroffenen Region unentbehrlich ist; dass die Trageco AG im Durchschnitt eine Nachfrage von ca. 300 000 t Werkstoffe pro Jahr in einem Wettbewerbsmarkt deckt, in dem sie eine führende Rolle spielt; dass ihr Antrag einem Entwicklungsplan entspricht, der sowohl auf ihr Kenntnis des Markts als auch auf der Vorwegnahme seiner Entwicklung beruht; dass dieser Antrag zu einer rationellen Bewirtschaftung der Boden- und Untergrundressourcen der Region beitragen wird;

#### Beschreibung des betroffenen Gebiets

In der Erwägung, dass die Immobilien, die Gegenstand des Antrags sind, wie folgt abgesteckt sind:

- im Westen: durch die Grundbesitze des Antragstellers;
- im Süden: durch eine Parallele zu einer bestehenden elektrischen Hochspannungslinie, bis zur Kreuzung mit der "rue de la Crope";
- im Osten: durch eine Parallele zum Weg, der auf der Verwaltungsgrenze zwischen den ehemaligen Gemeinden Weismes und Faymonville liegt, auf eine Tiefe von 300 m, bis zur Kreuzung mit der "rue de la Crope";

#### Analyse der bestehenden Sachlage

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass sich die im vom Antrag betroffenen Areal gelegenen Immobilien in einem von Dörfern umgebenen Landschaftsgebilde des Typs "Bocage-Landschaft" befinden, auf deren Land meistens Wiesen liegen, die von ineinander verwobenen Niederhecken und von Baumreihen einheimischer Arten umrandet sind;

In der Erwägung, dass das vom Antrag betroffene Areal im Norden 130 m vom Sitz eines landwirtschaftlichen Betriebs und im Osten 250 m von einem Unternehmen an der "rue de la Crope" entfernt gelegen ist;

In der Erwägung, dass der in Betrieb befindliche Steinbruch zum Landschaftsgebilde der Hochebene der nordöstlichen Ardennen, Fazies "Hochebene von Büthenbach und Sankt Vith", gehört; dass seine Erweiterungen hauptsächlich vom Süden aus wahrgenommen sein werden;

In der Erwägung, dass der Steinbruch eine Abbaugrube, diverse Nebenanlagen von Abbaustätten (Brecher, Halle, Laboratorium, Sprengstofflager, usw.), Halden mit taubem Gestein und eine mobile Betonmischanlage umfasst;

In der Erwägung, dass das taube Gestein und die Abraumerde bisher im Nordwesten, Westen und im Südwesten und Südosten des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten gelagert worden sind; dass sie zum Teil nicht bepflanzt sind und im Landschaftsbild visuell auffallen;

In der Erwägung, dass die Höhenzahl des Grubenbodens bei +/- 513 m liegt;

In der Erwägung, dass eine Zufahrtstraße auf die N676 angelegt wurde, um die Auswirkungen des Verkehrsaufkommens auf die Straßen und Wege des Dorfs Steinbach zu verringern;

In der Erwägung, dass sich im Süden eine elektrische 110 kV-Hochspannungslinie am Steinbruch entlang erstreckt;

In der Erwägung, dass der Steinbruch am Talosthang des Bachs von Steinbach gelegen ist, der 800 m nordwestlich entspringt und nach Süden fließt, um 3 km weiter in die Amel zu münden;

In der Erwägung, dass der Wasserhaushalt derzeit keine Wasserhaltung erfordert, mit Ausnahme der winterlichen Niederschläge, die in ein durch natürliches Gefälle gespeistes Absetzbecken abgeleitet werden, um anschließend in das Regenwassersammelnetz von Onderval zu gelangen; dass aus der Grundakte ersichtlich ist, dass die Erweiterung der Abbautätigkeit im vom Antrag betroffenen Areal aufgrund der Heterogenität der Gesteinsmasse hinsichtlich der Gesteinsformationen und der damit verbundenen Permeabilität wahrscheinlich Wasserhaltungsmaßnahmen erfordern wird;

In der Erwägung, dass die im vom Antrag betroffenen Areal gelegenen Immobilien keiner großen natürlichen Gefahr bzw. geotechnischen Belastung ausgesetzt sind;

#### Analyse der bestehenden Rechtslage

In der Erwägung, dass sich der in Betrieb befindliche Steinbruch derzeit auf Immobilien befindet, die auf dem Gebiet der Gemeinde Weismes gelegen sind; dass diese Immobilien als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten ausgewiesen sind; dass er sich jedoch auf Immobilien erweitert, die als Agrargebiet ausgewiesen sind;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass die Immobilien, die sich im vom Antrag betroffenen Areal befinden, im Sektorenplan als Agrargebiet ausgewiesen und 750 m von der bestehenden Trasse einer Verbindungsstraße (N676) entfernt gelegen sind;

In der Erwägung, dass die Abbaugenehmigung den Betrieb des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten bis zur Höhenzahl von 490 m erlaubt;

In der Erwägung, dass die Erweiterung des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten nach Osten hin die Abschaffung des zurzeit an ihm entlangführenden Weges sowie des südlichsten Teils des Weges Al Pèle voraussetzt;

In der Erwägung, dass ein nicht eingestuftes Wasserlauf sowie ein Wasserlauf dritter Kategorie (die Warchenne) flussabwärts des vom Antrag betroffenen Areals verortet sind;

In der Erwägung, dass eine von der Gemeindeverwaltung zum Zwecke der öffentlichen Wasserversorgung betriebene Entnahmestelle ca. 700 m vom Steinbruch entfernt gelegen ist; dass sich der in Betrieb befindliche Steinbruch und die geplante Erweiterung nach Osten hin innerhalb der pauschal festgelegten entfernten Präventivzone IIb rund um diese Wasserentnahmestelle befinden;

In der Erwägung, dass am zurzeit betriebenen Standort eine Wasserzapfstelle zur Versorgung der Betonmischanlage sowie der sanitären Anlagen (in einem Umfang von maximal 3 000 m<sup>3</sup>/Jahr) erlaubt ist; dass in der Nähe mehrere landwirtschaftlich genutzte Brunnen ebenfalls vorhanden sind;

In der Erwägung, dass das vom Antrag betroffene Areal innerhalb des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005 festgelegten und am 24. Januar 2013 abgeänderten Zwischeneinzugsgebiets der Amel gelegen ist;

In der Erwägung, dass der Bereich zur Lagerung des tauben Gesteins und der Abraumerde im Westen und Südwesten des zurzeit betriebenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten sowie der Bereich mit den verschiedenen Infrastrukturen in der Datenbank über den Bodenzustand als Parzellen aufgenommen sind, für die auf der Grundlage von Artikel 12 §§ 2 und 3 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung Aufgaben zur Bodenbewirtschaftung erfüllt worden oder zu planen sind;

In der Erwägung, dass der in Betrieb befindliche Steinbruch und dessen Erweiterungen ca. 930 m stromaufwärts des Natura 2000 Gebiets BE 33054 "Sources de la Warchenne" und ca. 500 m vom GGBI Nr. 1048 "Vallée de l'Ambève entre Stavelot et Waimès" entfernt gelegen sind;

#### Erläuterungsbericht über die untersuchten und nicht ausgewählten Alternativen

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass der Antragsteller drei Standortalternativen untersucht hat;

In der Erwägung, dass Letztere wegen des zu deckenden Bedarfs, einer elektrischen Hochspannungslinie sowie ihrer Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit aufgegeben werden;

#### Vorschläge zum Vorentwurf im Maßstab 1/10.000

In der Erwägung, dass der Grundakte ein Vorschlag zum Vorentwurf beigefügt wird;

Beachtung der Grundsätze, die auf die Revision der Sektorenpläne anwendbar sind, einschließlich der Wahl der Ausgleichsmaßnahmen (Artikel D.II.45 §§ 1, 2 und 3)

In der Erwägung, dass die Eintragung des neuen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sektorenplan an ein bereits bestehendes zur Verstärkung bestimmtes Gebiet angrenzt; dass sie die in Artikel D.II.45 § 1 des GRE formulierte Bedingung erfüllt;

In der Erwägung, dass die Eintragung des neuen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sektorenplan nicht die Form einer bandartigen Verstärkung entlang der Straße annimmt; dass sie das im geltenden Sektorenplan eingetragene Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten umgestaltet und es nach Westen hin in Richtung der Zufahrtsstraße zum Steinbruch erweitert, ohne im Hinblick auf eine potentielle zukünftige Verstärkung an beiden Seiten zu liegen; dass sie die in Artikel D.II.45 § 2 des GRE formulierte Bedingung erfüllt;

In der Erwägung, dass die Grundakte Vorschläge für raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen, von denen eine bestimmte Anzahl Bereiche innerhalb des Gebiets des Sektorenplans Hohes Venn Eifel betrifft, und den Vorschlag einer alternativen Ausgleichsmaßnahme umfasst;

In der Erwägung, dass diese Vorschläge ihren Grund im Charakter eines "zur Verstärkung bestimmten Gebiets" im Sinne von Artikel 25 Absatz 2 Ziffer 7 des CWATUP hatten, der dem neuen Abbaugbiet, um dessen Eintragung in den Sektorenplan der Antragsteller ersuchte, zugeschrieben worden war; dass mit dem GRE diesbezüglich Änderungen eingeführt wurden, die es möglich machen, die vorzusehenden Ausgleichsmaßnahmen zu reduzieren, da das Abbaugbiet im Sinne des GRE kein zur Verstärkung bestimmtes Gebiet mehr darstellt;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass der Antragsteller die Eintragung des 8,6 ha großen neuen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten in den Sektorenplan durch die Verwandlung des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten in ein Abbaugbiet auf einer Fläche von 12,3 ha und in ein Agrargebiet auf einer Fläche von 2 ha vorschlägt;

In der Erwägung, dass der Vorschlag den in Artikel D.II.45 § 3 des GRE formulierten Grundsatz beachtet; dass sich daraus eine zusätzliche Fläche von 5,7 ha zugunsten des nicht zur Verstärkung bestimmten Gebiets im Sektorenplan ergibt;

#### Eintragung zusätzlicher Vorschriften in den Sektorenplan

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass der Antrag keine Zusatzvorschriften für das Gebiet enthält;

#### Vorherige Informationsveranstaltung und Stellungnahme des Gemeinderates von Weismes

In der Erwägung, dass die vorherige Informationsveranstaltung am Donnerstag, den 1. Dezember 2016, stattgefunden hat, nachdem sie über die vorgeschriebenen Wege und in den vorgeschriebenen Formen angekündigt worden war, gemäß den an diesem Datum geltenden Bestimmungen des Artikels 42bis des CWATUP und der Artikel D29-5 und D29-6 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches;

In der Erwägung, dass vierzehn Personen auf der Informationsveranstaltung zu Wort gekommen sind; dass die Gemeinde Weismes ein detailliertes Protokoll erstellt hat; dass in den fünfzehn Tagen danach 550 Schreiben - darunter individuelle Schreiben, eine Petition, verschiedene Arten von Briefvorlagen, usw. - mit Bemerkungen, Anregungen und Anliegen zur Hervorhebung besonderer Punkte betreffend den Antrag auf Revision des geltenden Sektorenplans sowie mit technischen Alternativen, die nach vernünftiger Einschätzung vom Antragsteller in Erwägung gezogen werden können, damit ihnen bei der Durchführung der Umweltverträglichkeitsstudie Rechnung getragen wird, an das Gemeindegremium gerichtet worden sind; dass ein Schreiben außerhalb der gesetzlich festgelegten Frist (am 26. April 2017) ebenfalls zugesandt worden ist, welches jedoch dieselben Bemerkungen und Erwägungen wie ein von derselben Person innerhalb von fünfzehn Tagen nach der vorherigen Informationsveranstaltung zugesandtes Schreiben enthält;

In der Erwägung, dass sich die Bemerkungen und Anregungen der Öffentlichkeit hauptsächlich auf folgende Punkte beziehen:

- Bemerkungen über Belästigungen im Zusammenhang mit:
  - der Emission von Staub in Richtung der umliegenden Wohnungen und Weiden sowie den Staubemissionen im Eingangsbereich des Steinbruchs;
  - der Zunahme des Lärms bei der Bedienung des Vorbrechers und während der Sprengungen;
  - der Sicherheit am Rande des Steinbruchs, da das Betreten des Letzteren von außen nicht ausreichend verhindert wird;
  - dem Risiko neuer Steinschläge nach gefährlichen Dynamitsprengungen in der Vergangenheit;
  - den Schwingungen, da Letztere Risse und Schäden innerhalb der umliegenden Gebäude verursachen;

- der Freisetzung von Radon infolge von Rissbildungen im Untergrundgestein;
- den Auswirkungen auf die Gesundheit der Arbeitnehmer;
- der Zunahme der zu gewinnenden Höchstmenge (in Tonnen), die bei einer Fusion des Unternehmens mit einer anderen Gruppe einzuhalten ist;
- der Zunahme des Verkehrs am Ausgang des Steinbruchs;
- dem Verlust von historischen Wegen und Pfaden, wie dem Pfad Al Pèle;
- der Notwendigkeit, den Grundwasserstand aufrechtzuerhalten, um die für den menschlichen Verbrauch und für die Landwirtschaft bestimmten Brunnen zu erhalten;
- der potenziellen Landschaftsveränderung und der Erhaltung des zukünftigen Landschaftsbildes;
- dem Taubgestein- und Abraumerdemanagement;
- der Zukunft der landwirtschaftlichen Betriebe, da sie ihre Ländereien verlieren;
- den Auswirkungen auf den touristischen Sektor innerhalb der umliegenden Dörfer;
- den Auswirkungen der Erweiterung auf das Unternehmen "La Truite d'Ondeval" und insbesondere auf die zurzeit vom Unternehmen betriebene Quelle;
- der Wertminderung der Immobilien in den Dörfern ringsum;
- Informationsanfragen betreffend:
  - die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften hinsichtlich der Ankündigung und Bekanntmachung durch Anschlag der vorherigen Informationsveranstaltung;
  - die Einhaltung der aktuellen Genehmigungen;
  - die Durchführung des eventuellen Verfahrens zur Enteignung der Parzellen, die nicht zur Gesellschaft gehören;
  - die Höhe der Sicherheitsleistung;
  - die Gründe für die Ablehnung der Einrichtung einer Böschung am Ausgang des Steinbruchs;
  - Vorgehensweise und Normen für die Aufstellung des Seismographen;
  - die anzuwendenden Verfahren zur Mitteilung der Probleme mit Rissen in den Wänden und Fußböden, die von den Anliegern der aktuellen Tätigkeit des Steinbruchs zugeschrieben werden, und zur Erstellung einer Bestandsaufnahme;
  - die Zukunft des Steinbruchs nach Abschluss seines Betriebs;
- Anregungen:
  - die Tätigkeit innerhalb der beantragten Erweiterung auf einen Zeitraum von 10 oder 25 Jahren reduzieren, jedoch in einem Umfang von 300 000 t jährlich, und sich auf eine Tiefe von 40 m beschränken;
  - die Abbautätigkeit des Unternehmens Trageco AG stoppen, ohne das dem Vorkommen gewidmete Gebiet zu erweitern;
  - einen anderen Standort für die Erweiterung bestimmen;
  - untersagen, dass das Unternehmen Trageco AG zukünftig Teer-Macadam am Standort des Steinbruchs erzeugt;
  - die Erweiterung abgrenzen, indem ein Mindestabstand von 465 m zu jedem vorhandenen Wohngebäude eingehalten wird;
  - die Erweiterung auf ca. fünfzig Meter nach Süden hin verringern;
  - die Intensität der Schwingungen auf dem aktuellen Stand halten;
  - eine Bestandsaufnahme der Häuser und deren Fassaden auf Kosten des Betreibers zu erstellen;
  - den Vorbrecher abschirmen, um die Lärmbelästigungen zu begrenzen;
  - eine Reinigungsanlage am Ausgang des Steinbruchs einrichten;
  - eine Beregnung des Standorts vornehmen;
  - die Konzentration an Radon in jedem Haus kontinuierlich und vorsorglich messen;
  - die Umgebung des Steinbruchs sicher machen;
  - die Anpflanzung der Puffervorrichtungen vor der ersten Betriebsphase planen, damit ihre Höhe bereits ausreicht, um die Staubemissionen in Richtung der Wohnungen zu begrenzen;
  - Schutzwälle aus Erde an der Zufahrtstraße aus der N676 entlang errichten, um die schädlichen Einwirkungen auf Steinbach in Grenzen zu halten;
  - geeignetes Material und Personal für den Fall vorsehen, dass eine Verschmutzung am Standort eintreten würde, und zwar zum Schutz des Grundwassers;
  - Auffangbecken für die Baumaschinen oder zum Tanken der Baumaschinen vorsehen;
  - pädagogische Besichtigungen des Steinbruchs veranstalten, um den Kindern das Funktionieren des Sektors und des Unternehmens nahe zu bringen;
  - eine Bürgerdelegation während der geologischen Untersuchungen vor Ort einladen;
  - die Felswände sichern und sie zum Klettern zugänglich zu machen;
  - das zurzeit erschlossene Gebiet dem Agrargebiet oder dem Naturgebiet zuweisen oder es direkt zuschütten;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat seine Stellungnahme dem Antragsteller innerhalb von 60 Tagen nach dessen Zusendung, nämlich am 4. Januar 2017, übermittelt hat;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat der Ansicht ist, dass "eine präzise Untersuchung der Auswirkung des Steinbruchs von Bouhaye auf den Brunnen der "Crope", die alle Elemente umfasst, die auf diesen Brunnen einwirken können, benötigt wird; dass im für die Erweiterung des Abbaugebiets vorgesehenen Areal Gemeindewege und -pfade, darunter eine historische Straße, gelegen sind und dass es sich empfiehlt, die Auswirkung der Erweiterung auf diese Wege genauer zu untersuchen; dass falls die Studie zeigt, dass diese Wege getroffen sein werden, Lösungen und alternative Wegstrecken gefunden und die Wege nach der Erschließung wiederhergestellt werden sollten;"

Stellungnahmen der Pools, des beauftragten Beamten und der Personen oder Instanzen, die die Wallonische Regierung es für nützlich gehalten hat, zu Rate zu ziehen

In der Erwägung, dass der Antrag am 20. März 2017 dem ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, dem ÖDW Mobilität und Infrastrukturen, dem beauftragten Beamten und Elia zur Stellungnahme unterbreitet wurde; dass die Einholung von Stellungnahmen nach Inkrafttreten des GRE auf die Pole "Raumordnung" und "Umwelt" erstreckt worden ist, da Artikel D.II.48 § 4 es vorschreibt;

In der Erwägung, dass der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eine bedingte Stellungnahme über den Antrag vom 19. Mai 2017 abgegeben hat; dass diese Stellungnahme am 22. März 2018 und 19. November 2018 in ihren geologischen Aspekten vervollständigt worden ist; dass aus dieser letzten Analyse hervorgeht, dass bestimmte Aspekte des Antrags, die sich auf die Geologie beziehen, einzeln aufgeführt (detaillierte geologische Erhebung) und seine Auswirkungen auf die Hydrogeologie, insbesondere die Wasserhaltung, die Grundwasserschicht und die bestehenden Wasserentnahmestellen, sowie auf die landwirtschaftlich genutzte Fläche bewertet werden sollten;

In der Erwägung, dass der ÖDW Mobilität und Infrastrukturen eine Stellungnahme über den Antrag am 25. April 2017 abgegeben hat; dass seine Stellungnahme günstig ist;

In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte eine Stellungnahme über den Antrag am 18. Mai 2017 abgegeben hat; dass aus seiner Analyse hervorgeht, dass im Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf dessen Auswirkungen auf die Grundwasserschicht, den Brunnen der Crope und die Gemeindepfade und -wege zu bewerten sein werden; dass eine Analyse der Einhaltung der bestehenden Genehmigungen und der Betriebsbedingungen sowie der Auswirkungen der beantragten Revision auf die bestehenden Wohnungen, die Landschaft und die landwirtschaftliche Tätigkeit durchzuführen ist;

In der Erwägung, dass Elia eine Stellungnahme über den Antrag am 24. April 2017 abgegeben hat; dass aus ihrer Analyse hervorgeht, dass die in einem Umkreis von 15 m um den Gittermast 43N vorzunehmenden Eingriffe den zuständigen Dienststellen von Elia zur Analyse und Zustimmung vorzulegen sind; dass in einem Bereich von fünfundsiebzig Metern an beiden Seiten der Achse der Hochspannungslinien keine Anpflanzungen einer Höhe von mehr als drei Metern vorhanden sein dürfen;

In der Erwägung, dass die vollständige Akte am 13. Juni 2018 dem Pool "Raumordnung" und dem Pool "Umwelt" zur Stellungnahme vorgelegt worden ist; dass beide Instanzen ihre Stellungnahme fristgerecht übermittelt haben;

In der Erwägung, dass der Pool "Umwelt" eine Stellungnahme am 11. Juli 2018 (ENV.18. 68. AV) abgegeben hat; dass er die Fortsetzung des Verfahrens befürwortet;

In der Erwägung, dass der Pool "Raumordnung" eine Stellungnahme am 13. Juli 2018 (AT.18. 61. AV) abgegeben hat; dass er die Fortsetzung des Verfahrens befürwortet, da er der Ansicht ist, dass "der Revisionsentwurf einem aufgrund der Begrenzung des gegenwärtigen Vorkommens nachgewiesenen Bedarf entspricht";

Beschlussvorschlag

In der Erwägung, dass der Antrag, den Steinbruch von Bouhaye zu erweitern, gerechtfertigt ist und dass die Option, neue Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten in Erweiterung des zurzeit betriebenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten in den Sektorenplan einzutragen, es ermöglicht, die Abbautätigkeit unter Berücksichtigung des Vorkommens und der Sach- und Rechtslage auf kohärente Weise fortzusetzen;

In der Erwägung, dass ein Teil des vom Antrag betroffenen Areals nicht durch geografisch oder verwaltungsrechtlich unbestreitbare Grenzen abgesteckt wird; dass es übrigens sinnvoll ist, im Osten aufgrund der komplexen Hydrogeologie des betroffenen Bereichs einen größeren Abstand zur Wasserentnahmestelle der Crope zu gewährleisten; dass daher das Areal der im Sektorenplan zu revidierenden Gebiete Anpassungen unterzogen werden muss;

In der Erwägung, dass aus der Grundakte hervorgeht, dass der Antragsteller die Erweiterung des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten nach Westen und nach Süden hin beantragt; dass der im Süden gelegene Teil jedoch nicht zur Verstärkung bestimmt ist, da er für die Lagerung der Abbaurückstände reserviert ist; dass es demnach angesichts der vom Antragsteller vorgebrachten Absichten folgerichtiger ist, ihn im Sektorenplan als Abbaugelände einzutragen und im Westen das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten umzugestalten, um darin die Entwicklung jeder anderen in der Zukunft, nach dem Ende der Abbautätigkeit, zugelassenen Tätigkeit zu ermöglichen; dass es dennoch unbedingt notwendig ist, dass für das neue Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten ein Abstand von fünfundsiebzig Metern zur bestehenden Hochspannungslinie eingehalten wird;

In der Erwägung, dass diese Optionen eine Auswirkung auf die Position der Grenze zwischen dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem Abbaugelände innerhalb des Areals der zu revidierenden Gebiete haben; dass diese Position auf der Grundlage der vom Antragsteller in der Grundakte vorgebrachten Absichten und des gemäß Artikel D.II.45 § 3 des GRE herzustellenden Gleichgewichts zwischen Gebieten, die nicht zur Verstärkung, und Gebieten, die zur Verstärkung bestimmt sind, festgelegt wird; dass es nach dieser Analyse nicht nötig ist, den Betrieb des nördlichen Teils des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten zugunsten der landwirtschaftlichen Tätigkeit stillzulegen;

In der Erwägung, dass die Eintragung eines Abbaugeländes in den Sektorenplan mit einer Option betreffend seine Umwidmung nach Abschluss seiner Erschließung einhergehen muss; dass die Grundakte keinen diesbezüglichen Vorschlag enthält;

In der Erwägung, dass sich das hochwertige Vorkommen im Norden und im Osten des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten verorten lässt; dass aus der Grundakte hervorgeht, dass sich die künftige Abbaugrube erst einmal nach Osten ausdehnen wird; dass was die gegenwärtige und die künftige Grube betrifft, der somit geschaffene Lebensraum mit Felswänden, Geröllen, temporären Tümpeln, usw. zur Erhaltung und Ansiedlung einer spezifischen Artenvielfalt beitragen wird; dass sich die aus der Perspektive der Artenvielfalt bedeutenden Gebiete noch nicht genau verorten lassen; dass die Behütung dieser Gebiete die Erhaltung und den Schutz der natürlichen Umwelt ermöglichen wird; dass das dergestalt ausgeprägte Relief die leichte Rückkehr der landwirtschaftlichen Tätigkeit nicht erlaubt; dass es daher zweckmäßig ist, um diese spezifischen Lebensräume zu kennzeichnen, durch den vorliegenden Erlass festzulegen, dass dieser Teil des Abbaugeländes nach Abschluss der Erschließung zu einem Grüngebiet werden muss;

In der Erwägung, dass die Qualität des Vorkommens nach Süden hin abnimmt und dass der Antragsteller plant, die Abbaurückstände von der südlichen Grenze des neuen Abbaugeländes aus zu lagern; dass auf einem sanfteren Relief die Rückkehr zu einer landwirtschaftlichen Tätigkeit möglich ist; dass es unter diesen Umständen zweckmäßig ist, durch den vorliegenden Erlass festzulegen, dass dieser Teil des Abbaugeländes nach Abschluss der Erschließung zu einem Agrargebiet werden muss;

In der Erwägung, dass in der Grundakte vorgeschlagen wird, aufgrund einer Vereinbarung, die einem Landwirt erlaubt, die betroffenen Immobilien zu nutzen, den Norden des im geltenden Sektorenplan eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten nicht zu erschließen; dass die Wallonische Regierung durch diese Vereinbarung privatrechtlicher Art nicht gebunden ist; dass das Vorkommen dort hochwertig ist; dass es daher ihrer Ansicht nach gerechtfertigt ist, das ursprünglich im Sektorenplan eingetragene Abbaupotenzial aufrechtzuerhalten, die Umwidmung des Gebiets in ein Abbaugebiet doch vorzunehmen und durch den vorliegenden Erlass festzulegen, dass es nach Abschluss der Erschließung zu einem Agrargebiet werden muss;

In der Erwägung, dass der somit gestaltete Planentwurf unter dem Strich zur Verwandlung eines Agrargebiets in ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten auf einer Fläche von 3,41 ha, eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten in ein Abbaugebiet auf einer Fläche von 12,26 ha und eines Agrargebiets in ein Abbaugebiet auf einer Fläche von 14,81 ha führt; dass er dem in Artikel D.II.45 § 3 des GRE formulierten Grundsatz gerecht wird, da sich daraus eine zusätzliche Fläche von 8,85 ha zugunsten des nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiets im Sektorenplan ergibt;

#### Bewertung der Umweltverträglichkeit des Planentwurfs

In der Erwägung, dass der Planentwurf wegen der Merkmale des Sektorenplans, wegen der Auswirkungen und der Gebiete, die betroffen werden könnten, eine nicht zu vernachlässigende Auswirkung auf die Umwelt zu haben vermag;

In der Erwägung, dass es zur weiteren Untersuchung des Antrags notwendig ist, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen und somit die Informationen zu bestimmen, die er zu enthalten hat;

In der Erwägung, dass Artikel D.VIII.33 § 3 des GRE den Mindestinhalt des Umweltverträglichkeitsberichts festlegt; dass der Umfang und die Präzision der mitzuteilenden Informationen unter Berücksichtigung der Besonderheiten des Planentwurfs zu bestimmen sind;

#### Umfang der mitzuteilenden Informationen

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf die Auswirkung der Eintragung der Planentwurfskomponenten in den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith analysieren wird; dass sich die Analyse auf die Planentwurfskomponenten beschränken wird, die eine nicht vernachlässigende Auswirkung auf die Umwelt haben können;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht nach dem Grundsatz des « Trichter-Verfahrens » zu erstellen ist, d.h., dass unter Berücksichtigung der Art der behandelten Aspekte die Analyse der Planentwurfskomponenten von der breitesten Ebene bis zur lokalen Ebene der zu revidierenden Gebiete erfolgen wird;

In der Erwägung, dass es dem Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts zukommen wird, die gesamten wirtschaftlichen und technischen Daten, von denen in der Grundakte ausgegangen wird, zu überprüfen;

In der Erwägung, dass die Analyse des Bedarfs, der die Eintragung des neuen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und des neuen Abbaugebiets in den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith rechtfertigt, auf den Markt des Steinbacher Natursteins, seiner Nebenprodukte und seiner Ersatzprodukte zu begrenzen sein wird; dass sie die Nachfrage im Kontext der Wallonie, der Provinz Lüttich und der Hochardennen einzuordnen und zu bewerten haben wird; dass es sich insbesondere empfehlen wird, die Fläche, die dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem Abbaugebiet im Sinne der Artikel D.II.28, D.II.33 und D.II.41 des GRE gewidmet werden müsste, unter Berücksichtigung des aktuellen und derzeit ermittelten Angebots einzuschätzen;

In der Erwägung, dass sich die Analyse der Relevanz ihrer Lokalisierung sowie die Suche nach den Varianten auf das Gebiet beschränken werden müssen, in dem der Steinbacher Naturstein abgebaut werden kann;

In der Erwägung, dass die Analyse der Abgrenzung und der Bedingungen zur Durchführung der Planentwurfskomponenten sowie die Suche nach den Varianten auf das Untersuchungsgebiet zu begrenzen sein werden, das angesichts der berücksichtigten Umwelt und absteckungsbezogenen Einschränkungen als das passendste Gebiet erachtet wird; dass es sich insbesondere empfehlen wird, den in der Grundakte als Variante angeführten Vorschlag zum Planentwurf zu analysieren;

#### Präzision der mitzuteilenden Informationen

In der Erwägung, dass aus der Analyse des Antrags, der Bemerkungen und Anregungen der Öffentlichkeit sowie der übermittelten Stellungnahmen hervorgeht, dass im Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf der Analyse seiner Auswirkungen auf folgende Bereiche besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden muss:

1. Bevölkerung;
2. Oberflächengewässer und Grundwasser (Wasserentnahmestelle der "Crope" und private Wasserentnahmen);
3. Infrastrukturen und Wege;
4. Landschaften;
5. Management des Taubgesteins aus der Erschließung und Errichtung der Abschirmvorrichtungen;
6. Landwirtschaftliche Tätigkeit;

#### Einzuholende Stellungnahmen

In der Erwägung, dass der Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts sowie der Planentwurf in Anwendung von Artikel D.VIII.33 § 4 des GRE dem Pool "Raumordnung" und dem Pool "Umwelt" zur Stellungnahme vorzulegen sind;

In der Erwägung außerdem, dass der Analyse der Auswirkungen des Planentwurfs auf das Grundwasser, da sich die Wasserentnahmestelle der "Crope" in der Nähe befindet, sowie auf die für das Abbaugebiet nach Abschluss seiner Erschließung festzulegenden Zweckbestimmungen besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden muss; dass es daher zweckdienlich ist, den ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt über den Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts zu Rate zu ziehen;

#### Schlussfolgerungen

In der Erwägung, dass es sich aus den vorstehend erläuterten Gründen empfiehlt, die Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith zu beschließen, den Planentwurf zu verabschieden und ihn der Umweltverträglichkeitsbewertung zu unterziehen;

In der Erwägung, dass der dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügte Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts die Tragweite von Artikel D.VIII.33 § 2 des GRE verdeutlicht, indem er den Umfang und die Präzision der Informationen bestimmt, die den Bericht unter Berücksichtigung der Besonderheiten des Planentwurfs enthalten muss;

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith (Karte 50/7) ist einer Revision zu unterziehen, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit am sogenannten Ort "Bouhayé" in Weismes (Faymonville) zu ermöglichen.

**Art. 2** - Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith in Bezug auf die Eintragung:

- eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten;
- zweier Abbaugebiete, die nach Abschluss ihrer Erschließung zu einem Agrargebiet werden müssen ;
- eines Abbaugebiets, das nach Abschluss seiner Erschließung zu einem Grüngelände werden muss;
- auf dem Gebiet der Gemeinde Weismes wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

**Art. 3** - Es gilt, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen. Der Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts über den Planentwurf wird angenommen.

**Art. 4** - Der Generaldirektor des "ÖDW Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" wird damit beauftragt, den vorliegenden Erlass zu beaufsichtigen und dem Pool "Umwelt", dem Pool "Raumordnung" und dem "ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" den Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts sowie den Planentwurf zur Stellungnahme vorzulegen.

Namur, den 2. Juli 2020

W. BORSUS

**Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 2 Juli 2020, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith einer Revision zu unterziehen, durch den der Planentwurf zur Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, zweier Abbaugebiete, die nach Abschluss ihrer Erschließung zu einem Agrargebiet werden müssen, und eines Abbaugebiets, das nach Abschluss seiner Erschließung zu einem Grüngelände werden muss, auf dem Gebiet der Gemeinde Weismes (Faymonville), am sogenannten Ort "Bouhaye", angenommen wird, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen, und durch den beschlossen wird, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen sowie dessen Inhaltentwurf festzulegen**

Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans  
Der Entwurf zur Revision der Karte 50/7 des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom angenommen worden ist, betrifft die Eintragung:

- o eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten (ca. 3,41 ha);
  - o zweier Abbaugebiete, die nach Abschluss ihrer Erschließung zu einem Agrargebiet werden müssen (ca. 17,32 ha);
  - o eines Abbaugebiets, das nach Abschluss seiner Erschließung zu einem Grüngelände werden muss (ca. 9,75 ha);
- auf Immobilien, die derzeit als Agrargebiet und Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten eingetragen sind.

#### A. Umfang

Keine Komponente des Planentwurfs wird vom Umweltverträglichkeitsbericht (UVB) befreit.

Der Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf wird die Auswirkung der Eintragung der Planentwurfskomponenten in den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith analysieren. Die Analyse wird sich auf die Planentwurfskomponenten beschränken, die eine nicht vernachlässigende Auswirkung auf die Umwelt haben können;

Der Umweltverträglichkeitsbericht ist nach dem Grundsatz des « Trichter-Verfahrens » zu erstellen, d.h., dass unter Berücksichtigung der Art der behandelten Aspekte die Analyse der Planentwurfskomponenten von der breitesten Ebene bis zur lokalen Ebene der zu revidierenden Gebiete erfolgen wird.

Es wird dem Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts zukommen, die gesamten wirtschaftlichen und technischen Daten, von denen in der Grundakte ausgegangen wird, zu überprüfen.

die Analyse des Bedarfs, der die Eintragung des neuen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und des neuen Abbaugebiets in den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith rechtfertigt, wird auf den Markt des Steinbacher Natursteins, seiner Nebenprodukte und seiner Ersatzprodukte zu begrenzen sein. sie wird die Nachfrage im Kontext der Wallonie, der Provinz Lüttich und der Hochardennen einzuordnen und zu bewerten haben. es wird sich insbesondere empfehlen, die Fläche, die dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem Abbaugelände im Sinne der Artikel D.II.28, D.II.33 und D.II.41 des GRE gewidmet werden müsste, unter Berücksichtigung des aktuellen und derzeit ermittelten Angebots einzuschätzen.

Die Analyse der Relevanz ihrer Lokalisierung sowie die Suche nach den Varianten werden sich auf das Gebiet, in dem der Steinbacher Naturstein abgebaut werden kann, beschränken müssen;

Die Analyse der Begrenzung und der Bedingungen zur Durchführung der Planentwurfskomponenten sowie die Suche nach den Varianten werden auf das Untersuchungsgebiet zu begrenzen sein, das angesichts der berücksichtigten Umwelt und absteckungsbezogenen Einschränkungen als das passendste Gebiet erachtet wird; es wird sich insbesondere empfehlen, den in der Grundakte als Variante angeführten Vorschlag zum Planentwurf zu analysieren.

#### B. Präzision der Informationen

Der nachstehend festgehaltene Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts über den Planentwurf bildet ein Musterdokument, dessen Elemente angesichts der Artikel D.VIII.29 bis 37 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE) als ausreichend betrachtet wird.

Im Bericht werden insbesondere folgende Elemente berücksichtigt werden:

- die wirtschaftlichen, technischen und ökologischen Spezifitäten des Antrags,
- die Stellungnahmen folgender Instanzen:
  - Pool "Raumordnung";
  - Pool "Umwelt";
  - Beauftragter Beamte;
  - ÖDW Mobilität und Infrastrukturen;
  - ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;
  - Elia;



über die Grundakte und/oder den Berichtsinhalt;

- die auf der am 1. Dezember 2016 in Faymonville (Weismes) abgehaltenen vorherigen Informationsveranstaltung von der Öffentlichkeit vorgetragenen Bemerkungen und die Stellungnahme des Gemeinderats von Weismes.

Unbeschadet der Qualität und der Sorgfalt, die dem gesamten Bericht zu widmen sind, wird jedoch der Analyse der Auswirkungen des Planentwurfs auf folgende Bereiche besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden:

7. Bevölkerung;
8. Oberflächengewässer und Grundwasser (Wasserentnahmestelle der "Crope" und private Wasserentnahmen);
9. Infrastrukturen und Wege;
10. Landschaften;
11. Management des Taubgesteins aus der Erschließung und Errichtung der Abschirmvorrichtungen;
12. Landwirtschaftliche Tätigkeit;

Der Umweltverträglichkeitsbericht wird die Wahl des einzutragenden Gebiets (Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder Abbaugelände, unter Angabe der zukünftigen Bestimmung) unter Berücksichtigung sowohl der Projektmerkmale des Antragstellers als auch des Standortpotenzials rechtfertigen müssen.

## PHASE I

### Einleitung

Die Einleitung hat zum Zweck, den Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf wieder in seinen Kontext zurückzusetzen und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären.

1. Erinnerung an das Verfahren zur Revision eines Sektorenplans - Artikel D.II.48 bis 50 (Verfahren), Buch VIII (Beteiligung der Öffentlichkeit und Bewertung der Umweltverträglichkeit) und Artikel D.II.63 bis 65 (Übergangsmaßnahmen) des GRE.

2. Beschreibung des von der Wallonischen Regierung angenommenen Planentwurfs, einschließlich der Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen im Zusammenhang mit der Durchführung des Projekts (Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1 Ziffer 1).

3. An der Revision des Sektorenplans beteiligte Instanzen

3.1. *Entscheidungsträger: Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.*

3.2. *Initiator des Antrags: Projektträger, Gesellschaft oder natürliche Person, die den Steinbruch betreibt. Organigramm der Gesellschaft (insbesondere im Falle mehrerer Tochtergesellschaften oder mehrerer Gesellschaften in einer Gruppe). Die Kontaktperson(en) und ihre Kontaktdaten bitte angeben.*

3.3. *Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts: Zugelassenes Planungsbüro: die Kategorien und Dauer der Zulassungen, die verschiedenen Personen, die am Bericht mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben. Die Kontaktperson(en) und ihre Kontaktdaten bitte angeben.*

4. potenzielle Einschränkungen, die im Erlass zur Annahme des Planentwurfs erfasst werden

Es handelt sich um die Einschränkungen, die im Erlass zur Annahme des Planentwurfs auf der Grundlage der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage sowie auf der Grundlage der verschiedenen, in diesem Stadium des Verfahrens eingegangenen Stellungnahmen (Gemeindekollegien und -räte, KBRM, Generaldirektionen des ÖDW, Pool "Raumordnung", Pool "Umwelt", usw.) erfasst werden.

## KAPITEL I. — Beschreibung des Planentwurfs

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans (Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1 Ziffer 1)

Standort und Fläche des(der) Gebiets(e) für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder Abbaugelände(e) (oder der sonstigen Gebiete und/oder Areale, die in Artikel D.II.21 des GRE vorgesehen sind), die im Planentwurf eingetragen/abgeschafft werden, einschließlich der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme.

1.1. *Genauer Standort: Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50.000 und 1/10.000) + Orthophotoplan i.M. 1/10.000;*

1.2. *Von der Revision des Sektorenplans betroffene, auf IGN-Grundlage i.M. 1/10.000 und 1/25.000 dargestellte Katasterparzellen; bitte die Gesamtfläche angeben, die Eigentum des Antragstellers ist; Abschrift der Vereinbarungen über die Zurverfügungstellung der Grundstücke, usw. ;*

1.3. *Derzeitige oder geplante Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10.000 und 1/25.000); die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, bitte angeben. Gegebenenfalls die vorgesehenen Zusatzvorschriften angeben (siehe Artikel D.II.21 § 3 des GRE).*

1.4. *Geologische Beschreibung des Vorkommens, das von der Revision des Sektorenplans betroffen ist:*

- Regionale Lage (Becken oder massive Felsstruktur);
- Vorkommen (Lithologie, Zeitalter, Formation, Glied, Gesamt- und aufgewertete Mächtigkeit, Schichtenstruktur (Einfallen und Richtung), Beschaffenheit und Dicke der Deckschicht, usw. ;
- Geotechnische Belastungen (Karst, tektonische Störungen (Brüche und Risse), Hydrogeologie, frühere Bergbauarbeiten;
- Vorkommensreserven (Berechnungsmethoden bitte erläutern): die innerhalb des künftigen Abbaugeländes verfügbaren Reserven beschreiben, Erschöpfungsfristen beim jetzigen und beim erhöhten Betriebsrhythmus.

Einen Auszug der neuesten geologischen Karte bitte beifügen, zusammen mit:

- einem geologischen Schnitt unter rechtem Winkel des zukünftigen Betriebs;
- den Ergebnissen der Bohrungen und/oder der geophysischen Prospektion, den Ergebnissen von physikalisch-chemischen Analysen oder jedem sonstigen Element bezüglich der Qualität des zu erschließenden Vorkommens;

## 1.5. Geplantes Betriebsprojekt:

- Produktion (Produkte des Steinbruchs einzeln auflisten und Mengen (in Tonnen oder Kubikmetern), eventuell vorgesehenes Wachstum, genau angeben, heutige und/oder geplante Verwertungen (neue Produkte), einschließlich für das Taubgestein, präzisieren (Nutzungen, Anwendungen und gelagerte Volumen bitte erläutern));
- technische Verfahren zum Abbau und zur Aufbereitung des Gesteins (Arbeitsablaufdiagramm des Betriebs);
- Phasierung der Nutzung (einschließlich des Taubgesteinmanagements, des Grubenwassers, der Nebenanlagen und der Umgestaltung), wobei anzugeben ist, was vom Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten oder vom Abbaugebiet abhängt;
- geplante Infrastrukturen (innerhalb und außerhalb des Entwurfsareals);
- Erreichbarkeit des Standorts, Mobilitätsmanagement und Transport der Produkte.

## 2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele der Revision des Sektorenplans (Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1 Ziffer 1)

Der Umweltverträglichkeitsbericht wird die von der Wallonischen Regierung verfolgten Ziele, so wie sie im Erlass zur Annahme des Planentwurfs festgehalten sind, hervorheben und analysieren. Es geht nicht darum, sie einfach abzuschreiben oder auszulegen.

Er wird die Argumente präzisieren, die die Notwendigkeit einer Revision des Sektorenplans rechtfertigen, um das der Revision zugrunde liegende Projekt durchzuführen.

## 3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Planentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1 Ziffer 1)

Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Planentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnungsrechtlichen oder Orientierungsdokumenten, d.h. im GRE sowie mit den verschiedenen Plänen und Programmen (wie z.B. dem Raumentwicklungsschema (RES), dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, usw.) beschrieben werden, umfassen.

*Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele des Planentwurfs vor dem Hintergrund dieser Dokumente zu analysieren.*

## KAPITEL II — Sozial-wirtschaftliche Begründung der Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder eines Abbaugebiets im Sektorenplan

*In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten oder als Abbaugebiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die relevanten Aspekte der sozialwirtschaftlichen Lage (die hauptsächlich sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans) sowie seine voraussichtliche Entwicklung, wenn der Plan nicht durchgeführt wird, identifiziert (Art. D.I.1 und D.VIII.33, §3, Abs. 1, 2°).*

## Bewertung des Bedarfs

Merkmale des Produkts: Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis mit den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten, usw.

Bewertung des Antrags: hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven:

Einschätzung der heutigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potenziellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.

Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

Andere Verwertungs- und Verwendungsmöglichkeiten für das Vorkommen.

1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft):

Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren).

Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.

Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die anderen Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

1.2.3. Schlussfolgerung

bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre;

bezüglich der raumplanerischen Bedürfnisse, die sich daraus ergeben, sowohl in einem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten als auch in einem Abbaugebiet.

Bewertung des Potentials des Sektorenplans

Hier geht es darum, das Potenzial des aktuellen Sektorenplans zu bewerten, um die unter Pos. 1.2.3 validierte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ zu befriedigen.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten (und die Möglichkeit, bestimmte Teile des bestehenden Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten stillzulegen) untersucht;

In der zweiten Phase werden die Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten und die Abbaugebiete untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, besteht Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Erreichbarkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse

*Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder ein Abbaugelbiet im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen. Die Bedürfnisse des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten werden von den Bedürfnissen des Abbaugelbiets unterschieden.*

Sozialwirtschaftliche Auswirkungen

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die heutigen und geschaffenen direkten und indirekten Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) auf die nationale und regionale wirtschaftliche Tätigkeit, den erzeugten Mehrwert, die Auswirkungen auf die bestehenden wirtschaftlichen Tätigkeiten usw. eingeschätzt.

In diesem Punkt werden ebenfalls die kurz-, mittel- und langfristigen sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der anderen Tätigkeiten, die sich auf diesem Gelände unabhängig des Projekts des Antragstellers entwickeln könnten, nach den Vorschriften der Artikel D.II.28 und 33 eingeschätzt.

Voraussichtliche Entwicklung der wirtschaftlichen Lage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird.

Ziel ist es, die wahrscheinliche Entwicklung der Gebiete zu spezifizieren, die wahrscheinlich erheblich beeinträchtigt werden, wenn der Plan nicht umgesetzt wird.

### KAPITEL III. — Billigung der Lokalisierung des Planentwurfs Identifizierung und Analyse der Standortvarianten

*Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Planentwurf zu billigen oder nicht:*

*angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;*

*unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. von Kapitel II identifizierten Kriterien für die Standortwahl,*

*und ggf. mögliche Alternativen für die Standortwahl innerhalb dieses Gebiets vorzustellen (Art. D.VIII.33, §3 Abs. 1, 10°).*

Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen

*Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumenten, insbesondere des RES, vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.*

Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 2 des Kapitels I gebilligten Zielsetzungen des Planentwurfs entsprechen.

In jedem Fall werden die folgenden Elemente untersucht:

2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

2.2. Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen

2.3. Erreichbarkeit und Verwaltung der Mobilität.

2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen

2.5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten).

Billigung der Lokalisierung des Planentwurfs und der Relevanz der Wahl der einzutragenden Gebiete

*Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Planentwurfs und die Wahl der Gebiete (Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder Abbaugelbiet) in keinem Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen stehen und die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllen.*

Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Planentwurfs und Präsentation dieser Alternativen

*Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Planentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.*

*Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.*

Wahl von alternativen Standorten

Hier werden der Planentwurf und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

regionale Optionen,

- Kriterien für die Standortwahl;

menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets,

Durchführungskosten zu Lasten der Gemeinschaft,

es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Planentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

KAPITEL IV. — *Untersuchung der Ausgleichsmaßnahmen*  
(Art. D.VIII.33 § 3 Absatz 1, Ziffer 9° und D.II.45, § 3 des GRE)

*Zweck dieses Kapitels ist es, die Anwendung des in Artikel D.II.45, §3 dargelegten Prinzips und die Angemessenheit der Wahl der einen oder anderen Form des Ausgleichs zu überprüfen.*

(VIII.33, §3, Abs. 1, Ziffer 9°).

Was die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen betrifft, gilt es:

deren Standort und Abgrenzung vor dem Hintergrund der wirtschaftlichen, sozialen, umwelt- und erbebezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sach- und Rechtslage zu billigen, und ggf. alternative Standorte vorzuschlagen, wobei jede übermäßige Ausgleichsmaßnahme vermieden wird;

ihre Übereinstimmung mit der lokalen Geologie, den Eigenschaften der Standorte und der Ausweisungen der angrenzenden Gebiete zu überprüfen;

deren eventuelle Phasierung unter Berücksichtigung einer Phasierung der Bewirtschaftung vorzuschlagen bzw. diejenige zu billigen, die im Planentwurf ggf. vorgesehen ist.

PHASE II

KAPITEL V. — *Identifizierung und Analyse der Einschränkungen und Potenziale der Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten und/oder der Abbaugebiete, die im Vorentwurf vorgesehen sind, und der Standortvarianten.*

Beschreibung des gesetzlichen Rahmens

Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und -areale:

1.1.1. Regionale Ebene: Sektorenplan, regionaler Leitfaden für den Städtebau, pSanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden( SpZeg) usw.

1.1.2. Kommunale Ebene: *kommunales Entwicklungsschema, kommunaler Leitfaden für den Städtebau, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan usw.*

Einer besonderen Regelung unterliegende Güter:

1.2.1. Fauna und Flora: *Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standorte von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 06/12/2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.*

1.2.2. Menschliche Aktivitäten: *Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken, usw. (Art. D.VIII.33, §3, Abs. 1, Ziffer 4°).*

1.2.3. Boden: *die eventuellen Daten über die betroffenen Grundstücke in der in Artikel 11 und 12 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Datenbank über den Bodenzustand oder mangels dessen, die besten bei dem öffentlichen Dienst der Wallonie oder bei anderen Einrichtungen (SPAQUE – Walsols,...) verfügbaren Daten.*

1.2.4. Wasser: *regionales Schema über die Wasserressourcen, Wasserentnahmestellen, Präventions- und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, Abwasserreinigungsplan nach Zwischeneinzugsgebieten (SpZeg), nichtschiffbare Wasserläufe (Kategorien), gefährdete Gebiete, Bewässerungsgenossenschaften, usw.*

1.2.5. Wirtschaftliche Aktivitäten: *Umkreise für gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern, wirtschaftliche Anerkennungsgebiete, städtische und ländliche Freizonen.*

1.2.6. Mobilität: *Kommunale und interkommunale Mobilitätspläne.*

1.2.7. Naturrisiken: *Gebiete mit Überschwemmungsgefahr, Abflussachsen, Plan zur Verwaltung der Hochwassergefahr (PGRI), Karst usw.*

Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Städtebaugenehmigungen, Gebiete, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobilien, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobilien, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, ...)

Mit den Politiken der operativen Raumordnung verbundene Areale: ländliche oder städtische Flurbereinigungsareale, Areale für eine städtische Neubelebung, für eine städtische Erneuerung, bevorzugte Initiativgebiete, neu zu gestaltende Standorte, Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte usw.

Erbe- und archäologische Stätten: unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, , architektonische unter Schutz gestellte Denkmäler, Landschaften und Ensembles, Denkmalschutzgebiete, archäologische Karte, in dem Verzeichnis der wallonischen Erbgüter aufgenommene Güter, Denkmalerbe von Belgien, in dem kommunalen Verzeichnis aufgenommene Güter, Schutzlisten, außergewöhnliche Erbgüter, Welterbe, bemerkenswerte Bäume und Hecken, usw.

Umwelteinschränkungen: unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.

Rechtliche Lage des Betriebs: Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan und/oder die Genehmigung(en), usw.

Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt und voraussichtliche Entwicklung, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Art. D.VIII.33, §3, Abs. 1, Ziffer 2° und 3°)

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

## 2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung:

2.1.1. *Bebauter Bereich - Materielle Güter und Erbgut: urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, ...), archäologische Stätten, Dichtekarten, Entwicklungspole, Vorhandensein von Immobilien auf dem Gelände usw.*

2.1.2. *Öffentliche Infrastrukturen, Erreichbarkeit und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund: die Verkehrswege (Netz, Breite, Kapazität, heutiger Stand des Verkehrs auf den Zugangswegen), Schienenwege (Linien, Haltestelle, Häufigkeit), langsame Verkehrswege, "TEC" (Verkehrsgesellschaften), schiffbare Wasserstraßen (Breite, Kaianlagen), Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, Untergrundinfrastrukturen, unterirdische Kanalisationen (einschließlich der Abwassersammlung und -behandlung) usw. + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten.*

2.1.3. *Menschliche Aktivitäten (Art und Merkmale der heutigen und potenziellen Aktivitäten, u.a. Land- und Forstwirtschaft (Fläche, Betreiber, Produktionen, Lage der Betreiber), empfindliche gemischte und/oder industrielle Gewerbetätigkeiten (SEVESO), touristische Aktivitäten, solche empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige menschliche Aktivitäten, usw.*

2.1.4. *Frühere Tätigkeiten und Verschmutzungen: Ehemalige Bergbauwohnungen, kommunale Deponie, Industrieabfälle usw.*

## 2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt:

2.2.1. *Geologie: Gründliche geologische Studie innerhalb des zurzeit von dem Betrieb benutzten Gebiets - insbesondere wenn das Vorkommen nicht verwertbar ist - und/oder in dem beantragten Gebiet. Die Ergebnisse der Bohrungen und/oder der geophysikalischen Untersuchungen, physikalische und chemische Merkmale des Gesteins, Ergebnisse von physikalisch-chemischen Analysen oder jegliches sonstiges Element über die Qualität des abzubauenen Vorkommens... die Qualität und/oder Quantität des abzubauenen Gesteins genau angeben, die gekannten tektonischen Störungen oder die vorhandenen unterirdischen Höhle beschreiben.*

2.2.2. *Bodenkunde: Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen, usw.*

2.2.3. *Hydrologie und Hydrogeologie: Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.*

2.2.4. *Topographie und Landschaften: Geomorphologie und Areale von landschaftlichem Interesse, Aussichtspunkt oder Sichtlinie ADESA, Sicht auf die Landschaft vom Standort aus und auf den Standort von der Umgebung aus + Fotos, usw.*

2.2.5. *Luft und Klima -akustische und Geruchsumgebung - Luftqualität und Staub: verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen, usw.*

2.2.6. *Lärm und Schwingungen: Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben, usw.*

2.2.7. *Fauna und Flora: Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotope, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten bzw. Lebensräumen, usw.*

2.2.8. *Natürliche Risiken und bedeutende geotechnische Belastungen: Überschwemmungen, Abflussachse, Karsterscheinungen, bergbauliche Risiken, Einstürzungen, Erdbeben, seismische Risiken, usw.*

Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 2°)

2.3 Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten, mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

3. Ggf. die voraussichtlichen spezifischen erheblichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, wenn die Eintragung eines Gebiets vorgesehen ist, in dem sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt (im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG) verbunden sind, oder wenn die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorgesehen sind (Art. D.VIII.33, §3, Abs. 1, Ziffer 4°).

## 4. Schlussfolgerung über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände

Die Schlussfolgerung beschreibt, in welchem Maße jede Thematik der bestehenden Lage ein Trumpf, eine Schwäche, eine Gelegenheit oder eine Bedrohung (Tabelle AFOM) im Falle der Durchführung der Revision des Sektorenplanes ist. Die Elemente ohne Verbindung mit dem Projekt werden nicht behandelt.

KAPITEL VI. — *identification des effets probables de la mise en œuvre du projet de plan sur l'homme et l'environnement*

Hier gilt es, die Einschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (sekundäre, kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Auswirkungen auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben. (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 6°).

Die Auswirkungen sind zu unterscheiden, je nachdem es sich darum handelt, ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten oder ein Abbauggebiet einzutragen, und dabei müssen alle möglichen Benutzungen dieser Gebiete berücksichtigt werden.

Wenn die Verwertung des bzw. der Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten oder der Abbaugebiete in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Bei dieser Verträglichkeitsprüfung ist zwischen den Auswirkungen auf die Standorte des Planentwurfs und dem/den alternativen Standort(en) (definiert in Kapitel III Punkt 4) sowie auf die jeweiligen Nachbargebiete zu unterscheiden.

Auswirkungen auf die Lebensqualität (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, ...)

1.1. Bebauter Bereich: Beziehung des Projekts zur bereits bestehenden Siedlung und zu den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsschemen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen.

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbgut: unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindegewegen und -straßen (öffentliche und private Dienstbarkeiten und Vizinalwege), unterirdischen Rohrleitungen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, ...) elektrischen Leitungen, usw.

1.3. Verkehr: direkter und indirekter Verkehr - Anzahl Lkw pro Tag, Verkehrsstrecke (Herkunft-Bestimmung), Nutzlast, Lieferfahrzeuge, Besucher, Personal, mit der Einrichtung des Geländes verbundene Fahrzeuge, Sondertransport, Effekte auf das Autobahnnetz, Infrastrukturen und die Verkehrsströme, Schienenverkehr, Flussverkehr, landwirtschaftlicher Verkehr, aktive Transportmittel (insbesondere Weg Nr. 5 und nicht klassifizierte Wege), usw.

1.4. Sprengarbeiten: Schwingungen an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf den Standort, usw.

1.5. Lärm: an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe

1.6. Luft und Klima: Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.

1.7. Topographie und Landschaften: während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte erstellen

Ein- und Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten: touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw. (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 7°).

Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden: Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.

Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie

Veränderungen des hydrogeologischen Systems: Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, Aufwertung des Sumpfwassers, usw.

4.2. Veränderungen des hydrologischen Systems: Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Grubenwasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.

4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen

Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt

Während und nach der Durchführung des Planentwurfs, Beschädigung und Verlust von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000-Gebiete, usw. (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG)

Wechselwirkung zwischen diesen verschiedenen Faktoren

Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 5°).

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten, zu identifizieren, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, inwieweit diese Merkmale durch den Planentwurf abgeändert werden könnten.

KAPITEL VII. — *Überprüfung der Maßnahmen, die durchzuführen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und die positiven Auswirkungen des Planentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern*

Darstellung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 10°).

Bei den Abgrenzungsvarianten handelt es sich um Variationen des Grenzverlaufs der Gebiete.

Es geht darum, die Richtigkeit der Abgrenzungen zu überprüfen, so dass die Grenzen mit bereits in der Sachlage bestehenden geographischen Grenzen, d.h. vor Ort sichtbaren Grenzen übereinstimmen: Straßenränder, Ränder, Wasserläufe, Lebendhecken, Baumreihen, große Böschungen usw.: auf der IGN-Karte sichtbaren Grenzen (idem- die Tatsache, dass sie auf der Karte dargestellt sind, bestätigt ihre Wichtigkeit für die Hecken, Wasserläufe usw.); gerade Ausrichtungen zwischen 2 auf der IGN-Karte sichtbaren Punkten; eine Höhenlinie auf der IGN-Karte oder eine Parallele in X Metern Entfernung von einer sichtbaren Grenze; Katastergrenzen.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckbestimmungen der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen;

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Entwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des GRE (Artikel D.I.1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- die optimale Ausnutzung der Potenziale und Gegebenheiten des Gebiets: die Minimierung der negativen und Förderung der positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich.

Unter Berücksichtigung der Gegebenheiten des Ortes ist zu prüfen, ob die Verpflichtung, an der Innenkante des Ganzen, das durch die Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten und die Abbaugebiete gebildet wird, ein ausreichendes Abschirmstreifen oder eine ausreichende Abschirmvorrichtung vorzusehen, erfüllt werden kann.

Einzuleitende Maßnahmen (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 8°).

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die durchzuführen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Planentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

2.1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung (einschließlich der in Artikel D.II.21 des GRE vorgesehenen Areale), einschließlich der Gebiete, die den raumplanerischen Ausgleich bilden.

2.2. Festsetzung von Zusatzvorschriften

Die eventuellen Zusatzvorschriften sind folgende (Artikel D.II.21 § 3 des GRE):

die genauere Bestimmung oder Spezialisierung der Zweckbestimmung der Gebiete;

die Phasierung von deren Nutzung;

die Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;

die Verpflichtung, vor der Umsetzung der Gebiete ein lokales Orientierungsschema auszuarbeiten.

Die Zusatzvorschriften können von den Bestimmungen der Gebiete nicht abweichen.

2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen

2.4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und der nicht reduzierbaren Restwirkungen

Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 5°).

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz decken mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es handelt sich um die relevanten Ziele des Umweltschutzes. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen erheblichen Auswirkungen des Plans auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten der Europäischen Union festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur aus dem sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch aus den verschiedenen europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" entnommen werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele aufgenommen worden sind, reicht jedoch die Berücksichtigung der Letzteren.

Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 2°).

Hier gilt es, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete anzugeben, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel VI, Punkt 7), falls der Planentwurf nicht umgesetzt wird.

---

### KAPITEL VIII. — *Untersuchung der Ausgleichsmaßnahmen*

Die Analyse der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt betrifft sowohl die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen als auch jede Form der alternativen Ausgleichsmaßnahmen, sei es zu operationellen Zwecken, im Bereich der Umwelt, der Energie oder der Mobilität, und ungeachtet, ob sie durch die Verwirklichung von Infrastrukturen, Ausrüstungen und Anlagen konkretisiert werden oder nicht;

Nur die als relevant betrachteten Elemente der vorigen Kapitel müssen analysiert werden.

Die negativen und positiven Auswirkungen müssen identifiziert werden.

Das Studienbüro kann Milderungsmaßnahmen oder eine Abgrenzungsvariante empfehlen.

KAPITEL IX. — *Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planentwurfs.*

Begründung und Vergleich des Planentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 10°).

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage von Artikel D.I.1 des GRE und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Milderungsmaßnahmen, Restimpacts.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Planentwurfs erinnern

Schlussfolgerungen über die Antragstellung ziehen und ggf. Empfehlungen äußern.

In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 12°).

Es gilt, die erheblichen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Verfasser kann Empfehlungen geben über Punkte, die in der Akte zur Beantragung der Genehmigung und in der Projekt-Umweltverträglichkeitsstudie besonders zu bekräftigen sind.

KAPITEL X. — *Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten*

Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 11°).

Es gilt, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

Begrenzungen des Berichts (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 11°)

Der Verfasser des Berichts erläutert die Punkte, die nicht vertieft werden konnten und ggf. in zukünftigen Umweltbewertungen vertieft werden könnten.

## Bibliographie

## Lexique

Annexes (en ce y compris copie des études réalisées et/ou utilisées dans l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan

Nichttechnische Zusammenfassung (Art. D.VIII.33, Abs. 1, Ziffer 13°).

Inhaltsverzeichnis, gefolgt von der Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit Nummer der Seite, wo sie zu finden sind).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist mit Karten, Abbildungen und Farbbildern illustriert.

Dieses Dokument muss den Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf zusammenfassen und sie in eine klare, nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird. Es muss die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer zusammenfassenden Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung

, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Malmedy-Sankt Vith (Karte 50/7) einer Revision zu unterziehen durch den der Planentwurf zur Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, zweier Abbaugelände, die nach Abschluss ihrer Erschließung zu einem Agrargebiet werden müssen, und eines Abbaugeländes, das nach Abschluss seiner Erschließung zu einem Grüngebiet werden muss, auf dem Gebiet der Gemeinde WEISMES (Faymonville), am sogenannten Ort "Bouhayé", angenommen wird, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen;

durch den beschlossen wird, einen Umweltverträglichkeitsbericht über den Planentwurf erstellen zu lassen sowie dessen Inhaltsentwurf festzulegen, beigelegt zu werden

Namur, den 2 Juli 2020